

ÉLUCUBRATIONS : JEAN-PIERRE
RAFFARIN SUPERSTAR !

MOBILITÉ : RÉSULTAT D'ENQUÊTE
DANS LE CHABLAIS

www.lefaucigny.fr

LE FAUCIGNY

JOURNAL LIBRE ET INDÉPENDANT DE LA HAUTE-SAVOIE

VENDREDI 24 MAI 2024 - N°4050 - 1.80 €

Société

Tension dans les prisons ?



Cie
des
Médias

TOUTES LES ANNONCES LÉGALES DE LA HAUTE-SAVOIE



3 782943 801803

LE SPECTACLE SYMPHONIQUE

DANS LE CADRE DU
FESTIVAL DU FILM FRANÇAIS
ET
GASTRONOMIE

LE CINÉ CONCERT ÉVÉNEMENT

CLAUDE LELOUCH

LUNDI 03 JUIN 2024

EN PRÉSENCE DE **CLAUDE LELOUCH**

CENTRE CULTUREL ET DES CONGRÈS
AIX-LES-BAINS

AUTEUR THIERRY CHABROT
ORCHESTRE DE DOUAI - RÉGION HAUTS-de-FRANCE
DIRECTION VAHAN MARDIROSSIAN



14 AURE BERGÉ À ANNECY



22 INTERVIEW DE PHILIPPE CARRIER



32 BENOÎT VIDAL À DÉCOUVRIR

ÉLUCUBRATIONS

4 Raffarin superstar !

POLITIQUE

- 6 L'activité parlementaire de nos sénateurs
- 10 La twit-interview des Européennes
- 14 La ministre Aurore Bergé à Annecy
- 17 Le petit Wauquiez illustré

ACTUALITÉS

Société :

- 18 Le résultat d'enquête sur la mobilité dans le Chablais
- 20 Un nouveau président pour les notaires
- 22 Économie : L'interview de Philippe Carrier
- 26 Aménagement : Quel avenir pour la Volière et le Parc de la Grande Jeanne ?
- 28 Justice : Le personnel pénitentiaire partiellement satisfait
- 30 Sport : Les salles d'escalade continuent de grimper en Haute-Savoie

- 32 Gastronomie : Benoît Vidal, bien dans sa nouvelle « Maison » sur les hauteurs d'Annecy

LOISIRS & CULTURE

- 34 Expos : Une nuit au musée... dans la Yaute
- 36 Loisirs : Mélange des genres à la Villa du Parc
- 37 Ciné : *La Planète des Singes : Le Nouveau Royaume*
- 38 L'agenda des sorties

DROIT & CHIFFRE

LES PAGES DES PROFESSIONNELS

- 41 Indices

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

- 42 Vie des sociétés
- 48 Audiences du Tribunal de commerce
- 50 Ventes aux enchères publiques

Raffarin superstar !

➤ Ce devait être l'événement du siècle ! À tel point que les 8 000 places initialement prévues dans le projet avorté de vélodrome Arena 74 n'auraient peut-être pas suffi si les organisateurs n'avaient pas limité le nombre d'entrées. Il est vrai qu'ils ont dû se rabattre vers les espaces exigus de Rochexpo pour recevoir la « tête d'affiche » du jeudi 16 mai ; à savoir l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Et que le grand homme était invité par le Cercle à donner une conférence sur « la géopolitique mondiale et où en est la Chine », lors d'une soirée « réservée exclusivement aux donneurs d'ordre et décideurs ». Ce qui, finalement, ne représentait pas grand monde, à en juger par le nombre de chaises laissées vides à cette occasion. Mais tant que le président du Département, Martial Saddier (alias « l'Abeille ») était là pour accueillir l'orateur, c'était l'essentiel.

Feu l'ami Jean-Claude Gaudin

D'autant que « l'Abeille » connaissait bien son interlocuteur. Jean-Pierre Raffarin faisait partie de la fine équipe regroupant, à la grande époque, le député centriste Jean Brocard, le sénateur RI-Union centriste-UMP Jean-Claude Carle et leurs porte-serviettes, Jean Denais (ancien maire de Thonon) et... Martial Saddier. Tous ont dû pleurer, quelques jours plus tard, la disparition d'un autre de leurs com-

Conférence de Jean-Pierre Raffarin organisé par le Cercle



Saddier-Raffarin, des retrouvailles « sans faute »

pagnons qui venait régulièrement leur rendre visite en Haute-Savoie : l'ancien maire de Marseille et ancien ministre du gouvernement Juppé le (très) divers-droite (centriste, Démocratie Libérale, UMP, alliance avec le FN...) Jean-Claude Gaudin, décédé le 20 mai.

Et les européennes, dans tout ça ?

Certes, à quelques jours des élections européennes, il aurait été tout aussi inté-

ressant d'entendre l'ancien eurodéputé Jean-Pierre Raffarin évoquer l'enjeu du scrutin du 9 juin, voire essayer de galvaniser les foules pour les encourager à se ruer vers les urnes. Mais il faut croire que c'est un sujet subalterne, si insignifiant que ce n'est pas la peine de déranger les électeurs pour si peu. Surtout quand les partis s'échinent à réduire le scrutin continental à un vote national...

Les Européennes, quel intérêt ?

Il est vrai que notre continent étant si grand et Strasbourg si loin de notre cœur qu'il est fort probable, comme à chacun de ses scrutins, que l'abstention soit le grand gagnant des élections européennes du 9 juin. Il faut dire que rien n'est vraiment fait pour intéresser le petit peuple aux grandes décisions prises à l'échelle internationale par nos eurodéputés. Lesquels sont souvent si éloignés du terrain qu'ils restent la plupart du temps des illustres inconnus pour le commun des électeurs. Le scrutin de liste national ne favorisant pas la proximité, les heureux élus peuvent de surcroît exercer leur mandat en toute quiétude, sans crainte de se voir déranger par des revendications locales. Leurs seuls interlocuteurs étant, la plupart du temps,

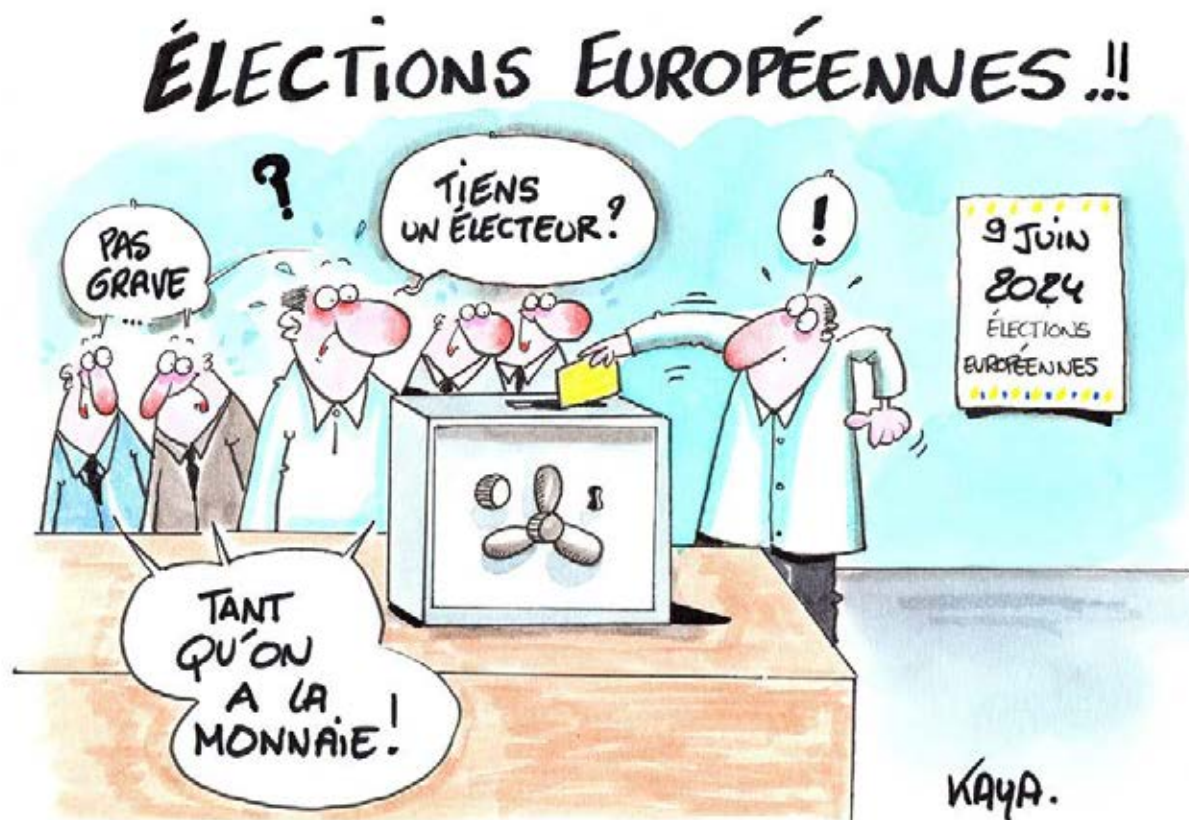
Ça manque d'LR !



Les Républicains Haute-Savoie

Photo de famille

Si les « donneurs d'ordre et décideurs » de la Haute-Savoie ne se sont pas bousculés pour assister à la grande conférence de la vedette Jean-Pierre Raffarin, le jeudi 16 mai à La Roche-sur-Foron (voir plus haut), ils n'étaient pas plus nombreux à partager le repas du président de la fédération départementale LR, Martial Saddier, lors de leur dernier « rassemblement » du parti. Les cabines téléphoniques nous manquent...



les lobbyistes qui les aident parfois à supporter leur maigre condition d'élu.

Charité européenne

Mais alors, pourquoi voter ? Tout simplement, parce que ne pas voter ne consiste pas seulement à donner un blanc-seing à ceux qui l'auront fait à notre place. Cela revient aussi à confier notre destinée à des personnes que nous n'avons pas choisies... mais que nous rétribuons fort généreusement pour cela.

Excusez du peu ! Selon le site officiel, tous les eurodéputés perçoivent actuellement une indemnité de 9 975 euros brut mensuels, soit une rémunération nette de 7 776 euros après ponction de l'impôt européen et des cotisations sociales.

Conditions suspensives

Certes, il y a une condition. Pour pouvoir prétendre à ces menues rétributions, les élus doivent signer un registre officiel de présence. Et lors des plénières, ils doivent participer au moins à la moitié des séances, sous peine de voir leur indemnité réduite... de moitié. Heureusement, la

plupart de ces surhumains parviennent à assumer les 11 séances plénières annuelles, soit une par mois, hors mois d'août. On frôle l'esclavage...

Frais « généreux »

Heureusement, à ce modeste pécule s'ajoute une « indemnité de frais généraux » de 4 950 euros par mois pour aider nos nécessiteux eurodéputés à assumer la gestion de leur permanence (téléphone, internet, équipements informatiques...). Une brouille !

Puis vient une seconde enveloppe forfaitaire de 338 euros par jour pour couvrir les autres frais (hôtels, repas, etc.) lors des présences à Bruxelles ou à Strasbourg. Une misère !

Mesquinerie européenne

À côté de ça, les quelque 4 716 euros « maximum » de frais de voyage et d'hébergement remboursés chaque année pour leurs déplacements en dehors de leur État membre d'élection, apparaissent mesquins. Tout comme la maigre aumône journalière de 169 euros allouée pour chaque réunion

officielle ayant lieu en dehors de l'UE et auxquelles ils participent.

Assistants assistés

Par ailleurs, et pour aider les eurodéputés dans leur travail harassant, le Parlement européen rémunère leurs assistants à hauteur de 28 696 euros par mois. Sans être trop regardant à la dépense. Les affaires d'emplois fictifs, notamment au RN, n'ont été instruites qu'à la suite d'une dénonciation anonyme. Au total, 17 députés, dont la présidente Marine Le Pen, étaient soupçonnés d'avoir employé les assistants parlementaires pour servir les intérêts de leur parti sans travailler réellement sur les dossiers européens. Après des années de procédures judiciaires et de recours, et afin d'éviter une « exécution forcée », Marine Le Pen annonçait avoir finalement remboursé en juillet 2023 la somme de 330 000 euros au Parlement européen pour l'emploi indu de deux assistants. Mais le dossier n'est pas clos pour autant...

En attendant, bon vote à tous !

L'activité parlementaire de nos sénateurs

Une activité dense pour nos trois sénateurs haut-savoyards. Il a donc fallu sélectionner et nous l'avons fait en fonction de leurs travaux ou interventions qui concernaient le plus la Haute-Savoie.

Loïc Hervé

Sa récente nomination comme vice-président du Sénat lui donne l'occasion, assez régulièrement, de présider des séances. Une tâche dont il s'acquitte bien volontiers. Concernant la Haute-Savoie il a choisi d'interpeller régulièrement le Gouvernement et il a obtenu des réponses la plupart du temps. Ce fut le cas concernant le régime d'indemnisation du chômage des travailleurs frontaliers. Un Français domicilié en France qui perd son emploi dans un État membre de l'Espace économique européen ou en Suisse est principalement indemnisé par l'Unédic. C'est l'Europe qui l'a imposé. Le problème c'est que le salaire minimum en Suisse est de 4 400 euros bruts par mois, contre 1 767 euros brut en France.

Résultat : entre 2012 et 2020, les sommes déboursées par l'Unédic en raison de ce dispositif ont explosé. Elles sont passées de 540 millions à 920 millions d'euros par an, soit une hausse de 400 millions d'euros, due pour 70 % aux seules personnes ayant subi un licenciement en Suisse. Le sénateur a donc demandé à la ministre du Travail si elle comptait se saisir de ce dossier. « Monsieur le sénateur Loïc Hervé, vous avez parfaitement raison, et votre constat est totalement juste », lui a répondu Catherine Vautrin. Elle a reconnu que les règles en vigueur étaient particulièrement défavorables à la France. De plus, si une compensation par les États dans lesquels les personnes ont cotisé est effectivement prévue par le règlement, elle est très loin de couvrir les coûts supportés par l'assurance chômage. Mais le Gouvernement semble ne pas pouvoir agir puisque c'est une question de droit européen qui suppose de parvenir à un consensus avec les autres États membres. La ministre a révélé que la France a proposé un projet de révision de ce règlement, pour que l'État dans lequel la



Loïc Hervé

personne avait travaillé prenne en charge l'indemnisation mais bon nombre d'États membres s'y sont opposés.

Une autre intervention remarquée concernait les modalités d'organisation des Championnats du monde de cyclisme en 2027. Martial Saddier, le président du Conseil départemental de Haute-Savoie, voulait construire un complexe Haute-Savoie Arena sur la commune de La Roche-sur-Foron dont le montant de l'investissement était passé de 62 à 140 millions d'euros. Loïc Hervé précise qu'à aucun moment, les parlementaires n'ont été associés à cette décision même si le projet a finalement été abandonné. Le sénateur aurait donc pu retirer de l'ordre du jour cette question orale mais il ne l'a pas fait car le montant de l'indemnisation de la construction du vélodrome abandonné est une question en suspens, les

chiffres restant inconnus. C'est Marina Ferrari, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargée du numérique qui lui a répondu. Elle lui a certifié que le Préfet de Haute-Savoie allait organiser une réunion et que les ministres concernés « veilleront à ce que l'ensemble des acteurs du territoire, notamment les parlementaires, soient associés au projet, qui représente une occasion précieuse de mettre en valeur la Haute-Savoie ». Une réponse insatisfaisante pour le sénateur : « Pour ma part, je me réjouis que le préfet organise une réunion, mais qu'il le fasse quinze, seize ou dix-sept mois après que la ministre le lui a demandé, cela soulève un véritable problème démocratique, ne serait-ce que parce que les parlementaires ont pour mission de contrôler l'action du Gouvernement, notamment celle de votre

collègue Amélie Oudéa-Castéra (ministre des sports). » Loïc Hervé s'est également inquiété des nuisances générées en France par l'activité aéroportuaire de Genève. L'Association Française des Riverains de l'Aéroport de Genève (AFRAG) demande un déplacement des trajectoires aériennes et la mise en œuvre d'une approche segmentée. Les élus locaux observent en effet une nette augmentation du survol aérien sur leur territoire à basse altitude, ne respectant pas la trêve nocturne. Le sénateur a donc demandé au Gouvernement s'il entendait intervenir auprès du Conseil fédéral suisse pour défendre les intérêts de la population des communes françaises concernées par le trafic aérien de l'aéroport de Genève. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, lui a révélé que des premières études visant à adapter les trajectoires d'approche afin d'éviter le survol de la presqu'île de Nernier n'ont pas permis d'identifier des solutions répondant aux exigences de sécurité des vols mais ces études seront poursuivies en fonction des possibilités offertes par les progrès technologiques. Le dossier n'est donc pas près d'être réglé... Loïc Hervé avait également interpellé le Gouvernement après qu'un assaillant armé d'un couteau avait poignardé à Annecy plusieurs petits enfants jusque dans leurs poussettes, avant de s'en prendre à des personnes âgées. Pour le sénateur, des questions lourdes restent posées et attendent des réponses. Celles-ci sont à ses yeux de deux ordres : l'application des règles du droit d'asile et la psychiatrie. Pour lui, l'état de la psychiatrie hospitalière en Haute-Savoie est catastrophique. Des services ont été fermés à l'hôpital de Thonon pour être transférés à l'hôpital de La Roche-sur-Foron, où un tiers des lits sont, là aussi, fermés par manque de personnel. Dans ces conditions il est difficile d'imaginer une politique de prévention digne de ce nom. Le sénateur n'a pas obtenu de réponse concernant la psychiatrie. En revanche le Gouvernement a reconnu que les demandes d'asile émanant d'une personne qui a déjà le statut de réfugié dans un autre État membre doivent pouvoir être traitées plus rapidement. Il a été demandé à l'Union européenne « la définition d'une procédure de demande d'asile obligatoire aux frontières de l'Europe qui répond aux attentes de notre pays ainsi qu'à celle de nombreux États membres européens ». Ces



Cyril Pellevat

derniers mois, Loïc Hervé a été très occupé par le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique. Il en est effect le rapporteur pour le Sénat pour ce qui concerne la régulation de l'accès aux contenus. En un mot, il s'agit de construire un internet plus sûr surtout pour les mineurs.

Cyril Pellevat

Le sénateur a été l'auteur d'un rapport sur l'éradication de la brucellose. C'est un dossier qui concerne particulièrement la Haute-Savoie. La brucellose est une maladie animale qui touche les bouquetins des Alpes ainsi que les animaux d'élevage et est transmissible à l'homme. Elle représente une question majeure de santé publique, autant qu'un enjeu environnemental, économique et social très sensible dans nos territoires alpestres. La commission des affaires européennes du Sénat s'est saisie de cette question, car la réglementation européenne est fréquemment soupçonnée d'être à l'origine des difficultés à surmonter pour mener à bien les campagnes d'éradication de cette maladie. Cyril Pellevat s'est attaché dans un premier temps à détailler le cadre juridique applicable. Mais il a voulu aussi démontrer que la stratégie de lutte menée contre la résurgence de la brucellose dans les Alpes françaises n'est régie par le droit de l'Union européenne que dans ses grandes lignes et laisse une

grande marge de manœuvre aux États membres sur la façon de répondre aux objectifs fixés.

Son rapport plaide en faveur d'une application pleine et entière de la stratégie pluriannuelle de constitution d'un noyau sain d'animaux dans la faune sauvage – les bouquetins – conformément à l'esprit des préconisations générales de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Il envisage également une « clause de rendez-vous » d'ici trois ans, pour évaluer à cette date l'horizon prévisionnel d'éradication de la maladie. Concernant les opérations de police sanitaire dans les exploitations agricoles d'élevage bovin touchées par la brucellose, son rapport suggère de prévoir certaines possibilités d'assouplissement ciblées, de nature à améliorer l'acceptabilité sociale des mesures exigées, sans prendre le risque de remettre en cause le statut de « pays indemne de la brucellose » dont bénéficie la France. Il a été également rapporteur pour le Sénat d'un projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole. Ce qui concernait principalement la Haute-Savoie et la Vallée de l'Arve était l'article 19 qui fait évoluer les modali-

...

tés de calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, en application d'un règlement délégué du 10 février 2023. Il a proposé la modification de cet article et l'Assemblée nationale l'a suivi : « Lors de son examen au Sénat, cet article nous avait semblé peu ambitieux au vu de l'exigence de décarbonation de l'économie. Les modalités de calcul envisagées ne reprenaient en effet pas l'ensemble du cadre européen prévu pour l'hydrogène ; or, toutes les étapes liées à sa production et à son utilisation doivent être prises en considération. De plus, ses dérivés ne doivent pas être oubliés. C'est pourquoi nous avons modifié l'article 19 dans le sens indiqué par les recommandations de la commission des affaires économiques sur le volet énergie du paquet "Ajustement à l'objectif 55", ainsi que dans la résolution sénatoriale sur ce paquet. » Cyril Pellevat a également attiré l'attention du Gouvernement sur la nécessité de soutenir les activités de séjours éducatifs en montagne. Pour lui, les séjours éducatifs sont des outils pédagogiques précieux, en ce qu'ils permettent à des enfants issus de milieux différents de vivre une expérience collective avec une utilité sociale certaine. Il le justifie : « C'est l'occasion pour ces enfants de s'ouvrir à de nouveaux horizons avec un dépaysement géographique propice à la sérénité. Aussi, les séjours éducatifs constituent une activité économique qui dynamise les territoires de montagne notamment. »

Son intervention est justifiée car depuis plusieurs années, l'accueil de mineurs dans les séjours éducatifs diminue et cela impacte directement l'activité économique des séjours éducatifs et par là même l'équilibre des territoires de montagne. Cela s'explique principalement par le fait que l'entretien des structures d'accueil, les travaux de mise en conformité avec les normes et réglementations mettent les structures éducatives en grande difficulté financière. La plupart sont en incapacité de financer de tels travaux, du fait de l'impossibilité d'emprunter sur le long terme. Un autre souci est celui du recrutement du personnel pédagogique au sein des structures d'accueil. Dans les territoires de montagne, la problématique liée au logement aggrave ces difficultés de recrutement. Il a donc demandé au Gouvernement d'envisager la possibilité de mettre en place un système de prêt bancaire sur le long terme, pour



Sylviane Noël

permettre aux structures éducatives de maintenir le bâti en bon état et assurer la continuité de l'accueil de mineurs. Le ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé du logement, Guillaume Kasbarian, lui a répondu le 16 mai dernier : « Les séjours éducatifs de montagne sont essentiels au développement des enfants. C'est la raison pour laquelle le dispositif "Les Colo apprenantes" a été pérennisé avec un financement pouvant atteindre 100 % du coût du séjour dans la limite de 100 euros par nuitée pour des séjours de 4 nuitées minimum (400 euros) et de 8 nuitées maximum (800 euros). Les séjours éducatifs ont une importance majeure pour l'activité économique locale qui loin de se cantonner à la seule activité neige, se tourne de plus en plus vers un tourisme quatre saisons pérenne sur l'année. C'est le sens du plan Tourisme lancé en juin 2023, qui permettra de faire face aux tensions de

recrutement dans le secteur du tourisme. Le fonds Tourisme Social Investissement (TSI) qui est une déclinaison des actions menées par la Banque des Territoires et ses partenaires accompagne l'immobilier dans le tourisme social avec une enveloppe prévue de 75 millions, mais aussi le fonds vert pour accompagner les centres appartenant aux collectivités qui souhaitent engager une rénovation énergétique. » A priori pour le Gouvernement tout a été fait !

Sylviane Noël

Dans un rapport, la sénatrice s'est attaquée aux déséquilibres du marché locatif. Une proposition de loi ne traitait que d'un sujet : celui du développement de la location meublée touristique et ses effets d'éviction sur le marché de la location permanente. Ce phénomène, concentré sur certains territoires, est loin de résumer l'ampleur du déséquilibre du marché locatif actuel. La Haute-Savoie en sait quelque chose ! La commission a donc veillé à donner aux élus locaux qui le souhaitent les outils pour réguler cette activité au plus près de leurs besoins, sans obérer son développement dans les communes dans lesquelles elle est indispensable à l'activité économique. Pour ce faire, elle a mené une consultation des élus locaux qui a suscité plus de 1 200 réponses. L'essor de la location meublée touristique, source de revenus complémentaires pour les propriétaires mais qui est longtemps demeurée non régulée, entraîne un effet d'aubaine pour des investisseurs pour qui les meublés de tourisme sont devenus un placement financier. Pour la rapporteure Sylviane Noël, seule une réflexion globale incluant notamment le statut du propriétaire bailleur, permettra de renforcer l'attractivité de la location permanente. Elle a rappelé les recommandations formulées à ce sujet par la mission d'information de la commission sur la crise du logement sur la contribution économique et sociale du bailleur privé et la présence de garanties suffisantes encourageant à s'engager davantage dans la location longue durée. À son initiative, la commission a donc adopté un amendement modifiant le titre de la proposition de loi, en cohérence avec son dispositif, qui fait d'elle non pas une proposition de loi visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif mais une proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation

des meublés de tourisme à l'échelle locale. En l'absence d'un parc hôtelier aussi développé que sur le littoral, les meublés de tourisme sont un levier indispensable du dynamisme économique de ces communes. Pour des communes très touristiques, parfois de taille modeste, la location meublée touristique a été un levier de développement mais son essor incontrôlé entraîne aujourd'hui de grandes difficultés de logement pour les résidents permanents : outre la hausse des prix sur le marché locatif, les élus locaux sont nombreux à déplorer des pratiques telles que des baux mobilité illégaux où les occupants sont contraints de quitter les lieux pour la période estivale. Sylviane Noël a également interpellé le Gouvernement sur les modalités d'affectation de la dotation de solidarité rurale. Elle a rappelé que l'article L. 2334-20 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que la dotation de solidarité rurale est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants et à certains chefs-lieux d'arrondissement de moins de

20 000 habitants pour tenir compte, d'une part, des charges qu'ils supportent pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales. Cependant l'article L. 2334-21 du même Code précise que lorsque la commune chef-lieu de canton au 1^{er} janvier 2014 a dépassé le seuil de 10 000 habitants aujourd'hui, les communes qui sont situées dans son unité urbaine ne peuvent plus être éligibles à la DSR et perçoivent au titre d'une garantie de sortie non renouvelable une attribution égale à la moitié de celle qu'elle a perçue l'année précédente.

Sylviane Noël a pris en exemple une commune de Haute-Savoie : « Cette situation, c'est celle de la commune de Groisy en Haute-Savoie, rattachée pour l'attribution de la DSR à la commune nouvelle de Fillière (fusion des communes en 2017), 10 055 habitants au dernier recensement. La commune chef-lieu de canton en 2014 Thorens (3163 habitants) a dépassé les 10 000 habitants du fait d'une fusion des communes en 2017.

En 2023, Groisy a perdu 65 154 euros de ressources et perd maintenant 130 307 euros pour l'année 2024, soit près de 5 % de son budget de fonctionnement, en revanche, la commune nouvelle de Fillière, elle, continue de percevoir la DSR en application des dispositions de l'article L. 2334-22-2 du CGCT. Il est vrai que cette situation pénalise lourdement les communes rurales qui se situent dans l'unité urbaine d'une commune chef-lieu de canton ayant dépassé le seuil de 10 000 habitants. Ces communes, qui font face à des charges spécifiques liées à leur situation géographique et à leur faible densité de population, se voient privées d'une ressource financière essentielle pour leur fonctionnement. »

Sylviane Noël souhaiterait donc savoir si le Gouvernement entend modifier les modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine ou à défaut s'il compte compenser ce manque à gagner pour les communes concernées. Elle attend la réponse ! ●

ARNAUD FALLER

ARNAUD.FALLER@LEFAUCIGNY.FR

RÊVE D'ÉVASION !!



La twit-interview des Européennes



Les candidats et représentants des partis politiques de Haute-Savoie, Caroline Ortiz du parti Renaissance, Lancelot Forestier des Écologistes, Daniel Ibanez de l'Union Populaire et Andréa Kotarac du Rassemblement National, ont joué le jeu de la Twit-interview.

Q1 : Trois axes majeurs que vous défendrez en priorité à l'Europe ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

La sécurité extérieure, la jeunesse, et la défense de notre modèle et de nos valeurs.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

La défense de nos campagnes, l'alimentation pour tous, l'écologie juste !



Daniel Ibanez *Union Populaire*

Paix, planète, droits fondamentaux pour la justice et la dignité humaine.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

La lutte contre l'immigration clandestine, le pouvoir d'achat et l'agriculture.

Q2 : Comment combattre la montée des extrêmes et l'insécurité ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

Mettre fin à la naïveté, être ferme mais humaniste, avec un discours de vérité et des moyens.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

Avec un saut fédéral pour plus de protection et de solidarité entre nous.



Daniel Ibanez *Union Populaire*

Combattre l'extrême droite passe par le respect des principes fondamentaux.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

L'insécurité se combat par le retour de la fermeté et de l'autorité et l'extrémisme de la commission européenne en votant Jordan Bardella.

Q3 : L'intelligence artificielle, un danger pour notre futur ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

L'IA doit être apprivoisée, encadrée et réglementée pour devenir une opportunité



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

Danger si l'on ne discute pas ensemble des usages et possibles impacts !



Daniel Ibanez *Union Populaire*

Son utilisation pour une société de surveillance Orwellienne est LE danger.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

Le premier danger sera les inégalités dans la maîtrise de cet outil.

Q4 : Si on vous dit nucléaire, que répondez-vous ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

Associé à la sobriété et au renouvelable, le nucléaire est la clé de notre souveraineté énergétique.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

Nous pouvons en sortir : sobriété, efficacité, énergies renouvelables !



Daniel Ibanez *Union Populaire*

Non Merci, Réduire la consommation d'énergie par l'isolation massive du bâti.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

Énergie décarbonée validée par les 4 scénarios du GIEC.

Q5 : Écologie et économie, un duo gagnant ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

Pas d'opposition, l'Écologie sera notre boussole pour une économie de la transition par l'innovation.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

L'utopie a changé de camp, nous ne pouvons plus faire l'un sans l'autre !



Daniel Ibanez *Union Populaire*

L'économie c'est faire ensemble mieux avec moins c'est OUI, la finance NON.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

Oui. La lutte contre le dérèglement climatique passera par la relocalisation de nos productions.

Q6 : Comment appréhender les dangers des réseaux sociaux pour nos enfants ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

Instaurer la majorité numérique à 15 ans, le contrôle parental par défaut sur les mobiles.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

En écoutant, en régulant mais aussi en forgeant des esprits critiques !



Daniel Ibanez *Union Populaire*

Par un réseau social public et non privé, par la culture et non l'addiction.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

Par une action indispensable de régulation de la part de l'État.

Q7 : Votre sentiment si Donald Trump revient au pouvoir ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

Prise en étau entre les blocs USA/Chine/Russie, l'Europe doit reprendre en main son destin.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

L'espoir d'un sursaut, d'un front humaniste uni, là bas et ici en Europe.



Daniel Ibanez *Union Populaire*

Julian Assange restera poursuivi, la planète le paiera.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

Biden ou Trump défendront leurs intérêts américains. Et nous ?

Q8 : Une Europe de la défense, cela vous inspire quoi ?



Caroline Ortiz *Renaissance*

L'Europe de la défense, une certitude, et la défense de l'Europe, un intérêt vital.



Lancelot Forestier *Les Écologistes*

Une profonde envie de garantir la paix et de mieux soutenir nos alliés !



Daniel Ibanez *Union Populaire*

S'intéresser à réduire les ventes d'armes, la guerre est toujours pire.



Andréa Kotarac *Rassemblement National*

Une chimère. La défense comme la diplomatie relèvent des compétences de l'État.

Q9 : Comment réaliser une politique agricole plus efficace, plus juste ?



Caroline Ortiz Renaissance

OUI avec l'instauration d'un Egalim européen et la priorité aux circuits courts et produits locaux.



Lancelot Forestier Les Écologistes

Évidemment : plus rémunératrice, plus vertueuse, plus écologiste en somme!



Daniel Ibanez Union Populaire

Garantir des prix planchers répartir l'aide à l'exploitant, pas à la surface.



Andréa Kotarac Rassemblement National

Protéger, en mettant fin à la concurrence déloyale. Prioriser nos produits dans la commande publique.

Q10 : Agir pour une Europe de la santé plus performante et comment ?



Caroline Ortiz Renaissance

OUI en relocalisant la production des médicaments stratégiques et en mettant en commun des moyens pour la recherche.



Lancelot Forestier Les Écologistes

Oui, vite un «Airbus du médicament» et vite un lien santé-environnement !.



Daniel Ibanez Union Populaire

Rouvrir les lits et les urgences, payer correctement les soignants.



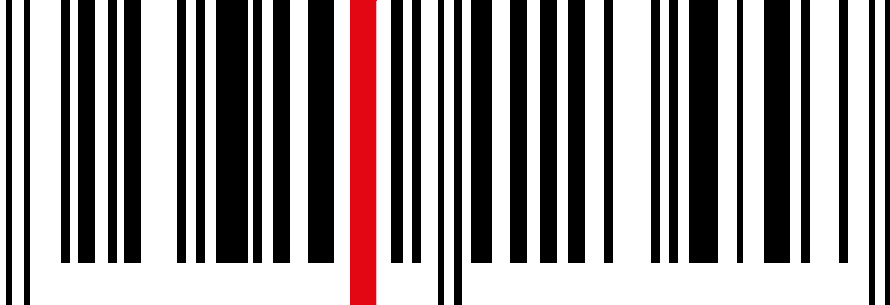
Andréa Kotarac Rassemblement National

Sauvons d'abord notre service public français qui est au bord du gouffre.

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR





Chez U,
pour trouver
moins cher,
suivez la flèche.

**0€
,74**



Retrouvez plus de **450 produits PRIX MINI** en exclusivité
dans nos magasins U participants, comme par exemple
la farine de blé T55 PRIX MINI à 0,74€ le sac de 1 kg.

Prix valable du 20 au 25 mai 2024.

HYPER 

SUPER 

 **express**

Coopérative U Enseigne. SA coopérative à capital variable. Parc Icade - 20 rue d'Arcueil - CS10043 - 94533 Rungis. R.C.S. 304 602 956 CRÉTEIL - Année 2024 - AUSTRALÉGAD

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE. WWW.MANGERBOUGER.FR

La ministre Aurore Bergé à Annecy

Lors de la réunion publique du parti Renaissance, le 16 mai dernier, la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les Discriminations est venue participer au débat, après avoir passé une journée marathon en Haute-Savoie. *Le Faucigny* en a profité pour l'interviewer.

Le Faucigny : Comment protéger notre laïcité au sein des écoles, lycées et facultés, face à la montée du communautarisme ?

Aurore Bergé : C'est d'abord faire appliquer la loi de 2004, qui est une loi d'émancipation. Il faut être vigilant contre ceux qui veulent retourner le principe de laïcité, car ce n'est pas un régime opprimant, au contraire il permet l'émancipation à l'école. C'est ce que l'on a fait en interdisant l'abaya, qui est un des signes ostensibles. Ensuite il faut soutenir nos enseignants car durant des années, on leur a dit « ne faites pas de vagues », or depuis 2017 on leur indique l'inverse ; à partir du moment où il y a la moindre atteinte à la laïcité, il faut le dire et le faire remonter, ils seront soutenus et accompagnés par leur hiérarchie. Ça c'est un vrai changement au sein de l'Éducation nationale, où l'on met en place les formations nécessaires, auprès des enseignants avec des intervenants extérieurs, qui sont là pour les soutenir et les accompagner.

Derrière ces mouvements, il y a du harcèlement et des violences ; les solutions apportées aujourd'hui sont-elles suffisantes ?

Je crois que depuis 2017, on a fondamentalement changé le mode de fonctionnement. Ça ne veut pas dire que tout est réglé parce que ça vient de loin, parce que durant longtemps certains ont accepté de laisser un système se déliter, se fracturer, se « communautariser » parfois. Nous c'est l'inverse, c'est vraiment de prôner les valeurs de la République, l'universalisme et de rappeler ce qu'est la laïcité. Ce qui m'interpelle, ce sont des enquêtes d'opinion avec notamment les plus jeunes, qui ne savent plus ce que ce principe veut dire, à force de lire de



La ministre entourée de partisans à la salle Eaux et Forêts à Annecy

la désinformation, en ligne notamment. Ils en viennent à penser que c'est un principe qui agit contre eux, alors qu'il les protège et qu'il les préserve. Je le vois aussi sur les principes d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans l'émancipation.

Contre la prostitution des jeunes, face aux réseaux sociaux et messageries comme « Coco », comment fait-on pour lutter contre ces phénomènes ?

Ils se multiplient parce que certains tentent de brouiller les frontières, parce que c'est plus simple d'être un proxénète exploitant sexuellement nos adolescents, parce qu'on a accès aux réseaux sociaux, parce qu'on a accès aux messageries privées. « Coco » au-delà d'un site internet, c'est d'abord une

messagerie privée, où l'on va d'abord chercher des personnes plus vulnérables, plus fragiles. C'est pour cela que je réunissais la commission départementale aujourd'hui ici, il y en a une dans tous les départements ; en Haute-Savoie, c'est une des premières qui a été installée. Depuis 2017, ces commissions permettent de réunir autour de la même table préfets, procureurs de la République, policiers, gendarmes, mais aussi l'Éducation nationale avec l'enjeu d'une réinsertion par le travail, associations agréées, pour accompagner les personnes qui sont en situation de prostitution, et leur permettent de sortir d'un système qui les violence, qui les maltraite, et qui les exploite. Vous avez raison, il y a un sujet spécifique sur la prostitution des mineurs,



Aurora Bergé, ministre des Solidarités et des Familles, a été très disponible malgré une journée marathon en Haute-Savoie

parce que les frontières se floutent, parce que certains essaient de leur faire croire que ce n'est pas de la prostitution, que c'est de l'escorting, que c'est leur rendre service ; non ! À la fin, c'est une exploitation à laquelle nous devons mettre un terme, la France a toujours été claire sur ces valeurs-là. Ce qui est intéressant, c'est de voir que d'autres pays différents du nôtre dans leur législation, je pense à l'Allemagne ou à l'Espagne, sont en train de regarder ce qui se passe en France, pour nous imiter, et ça c'est rassurant.

Il n'est pas possible d'interdire ce genre de réseau ?

La difficulté dans ce cas, c'est que c'est une messagerie privée et que nous avons besoin d'éléments tangibles qui nous permettraient cette interdiction. Il y a plusieurs choses en fait, nous renforçons les réseaux de cyber enquêteurs (avant on faisait des maraudes dans la rue, aujourd'hui elles sont numériques). Nous créons de faux profils, pour aller traquer ceux qui jouent de la faiblesse et de la vulnérabilité des jeunes, c'est ce qu'il y a de plus efficace aujourd'hui, pour lutter contre ces réseaux

criminels. Il y a aussi le retrait de contenu, on l'a mis dans une loi adoptée récemment, sur la régulation du numérique, permettant le retrait de contenu énonçant des actes de torture, de barbarie, parce qu'il y a aussi cette influence-là ; ce à quoi nos enfants, nos adolescents ont accès en quelques clics, à des millions de contenus gratuits, qui sont absolument délétères entre le rapport des hommes et des femmes. Avec Gérard Darmanin, nous allons convoquer tous les représentants de ces différents réseaux et sites Internet, pour avoir tous les leviers qui peuvent être les nôtres pour, encore une fois contrôler et réguler ces réseaux. Et puis j'ai demandé à l'Arcom (*l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, N.D.L.R.*), que l'on puisse avoir sur ces sites Internet, un système de double identification d'identité, pour au moins avoir la protection des mineurs. C'est pour ça que le président de la République a souhaité une majorité numérique à 15 ans. Si vous instaurez cette majorité numérique dès cet âge, en créant ce système de double identification d'identité, clairement vous protégez nos enfants et nos adolescents de ces influences, qui sont extrêmement néfastes.

Comment on responsabilise les pères qui manqueraient à leurs devoirs de visite ?

La monoparentalité, les femmes la subissent, ce n'est pas un choix, ou alors il est extrêmement résiduel, ou encore parce qu'elles ont décidé d'avoir un enfant toute seule, ce qui est très respectable. Mais quand on le subit, cela a des conséquences : financières, sur la charge mentale, sur l'organisation de votre vie tout simplement. Déjà, nous avons travaillé sur la question des pensions alimentaires, c'est absolument essentiel car nous sommes confrontés à des femmes, qui ne percevaient plus de pension alimentaire, parce qu'il y avait des pères défaillants qui ne réglaient pas, ou à un mois, deux mois, six mois ou encore, en retard de manière systématique, alors que ça concourt à la vie de la famille, et surtout à celle de l'enfant. Nous avons fait en sorte que ce soit l'État qui vienne régler cette pension alimentaire, et ensuite qui aille chercher sur le compte du deuxième parent, cet argent qui n'aurait pas été versé, en enlevant de fait cette angoisse aux mères d'attendre tous les mois si celle-ci est

versée ou pas. Cependant, l'éducation d'un enfant ne se limite pas au règlement de la pension alimentaire, il y a un enjeu de responsabilité sur toute la vie de l'enfant, il y a donc pour moi un enjeu de rappeler au deuxième parent, que l'on peut se séparer de sa vie conjugale, mais on ne se sépare pas de son enfant. Alors pourquoi on a parlé de devoirs de visite avec le président de la République : parce qu'il y a trop d'exemples d'effacement, essentiellement du père, un manque de prise de responsabilités. Je prends un exemple qui va parler à des milliers de femmes, celui du vendredi soir où l'ancien conjoint devait prendre l'enfant le week-end, et vous dit « finalement je ne le prendrai pas ». Il se passe quoi ? En fait il ne se passe rien, il n'y a pas de sanction, rien du tout. La femme, elle, doit réorganiser son week-end, doit remplacer le père, doit chambouler toute sa vie durant 2, 3 jours, mais on ne lui pose pas la question, elle doit assurer. Trop longtemps, on s'est accommodé de cela, les femmes se débrouillaient sans demander rien à personne, sans penser que cela pouvait avoir des conséquences, alors qu'elles sont nombreuses, sur leur vie professionnelle, sentimentale, sur leur santé. Ce que l'on veut c'est ça, rappeler que l'on est parent pour toute la vie. Ce n'est pas parce que le couple n'existe plus qu'on n'est plus parent. Ce débat, il faut que nous puissions l'ouvrir avec les associations, avec les Français, à l'Assemblée, au Sénat, pour savoir quels seraient les

moyens appropriés qui pourraient exister, c'est fondamental pour notre société, car trop de femmes assurent et assument seules leurs enfants. Ce n'est pas le choix qu'elles avaient fait au départ, ni pour elles, ni pour leurs enfants, et ce n'est pas le choix de la société que l'on veut.

Concernant les salaires des femmes, pourquoi le plafond de verre résiste-t-il encore et toujours ?

Alors il y a ce que l'on a fait en France et ce que l'on a fait en Europe. On a été les premiers en Europe, à créer un index pour mesurer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, au sein des entreprises. Aujourd'hui, en publiant cet index, elles s'exposent à des conséquences si elles ont de mauvais résultats. Exemple sur une base de 100 points, si elles ont moins de 75, elles seront demain exclues des marchés publics, elles seront obligées de rattraper les écarts de rémunération, sinon il y aura des sanctions financières, qui peuvent être mises en place.

Cela concerne les grandes entreprises, ETI, PMI, grandes entreprises et industries, mais que fait-on pour les plus petites, les TPE et PME ?

Peut-être qu'il faut qu'on aille plus loin, mais nous avons travaillé par paliers et par étapes. Aujourd'hui plus personne ne conteste qu'il y ait un index, tout le monde trouve ça légitime. Nous venons d'adopter une directive, au niveau euro-

péen, justement sur le fait d'avoir un index européen sur les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, avec des sanctions à la clé, ce qui veut dire que nous avons inspiré, en France, une politique européenne qui va pouvoir se déployer sur l'ensemble des 27 États membres. C'est aussi important de voir l'influence que nous avons, sur les enjeux d'égalité économique entre les femmes et les hommes. En France, nous avons progressé parce que quand on parle de 20 % des écarts de salaire entre les hommes et les femmes, ce n'est pas tout à fait juste. En réalité, il y a 7 à 8 % qui persistent, ce qui veut dire que nous avons réussi à diminuer cet écart année après année.

Comment se justifient ces 8 % ?

Le travail à temps partiel en premier, les femmes sont beaucoup plus concernées que les hommes, et souvent c'est un temps partiel subi, donc il faut travailler sur le sujet, que l'on fasse progresser les entreprises sur cette question, mais aussi parce que les femmes vont dans des métiers très souvent moins rémunérateurs. C'est pour cela que nous travaillons avec l'Éducation nationale, pour que dès le plus jeune âge, nous puissions ouvrir l'imaginaire de nos enfants, car le décrochage se manifeste immédiatement, et cela peut avoir des conséquences pour la suite de la vie professionnelle, sur des filières qui ne seront pas forcément choisies. Il y a un chiffre qui m'a beaucoup frappé, 40 % des femmes ont choisi des carrières scientifiques contre l'avis de leur entourage. Il reste beaucoup de travail à faire, ouvrir l'imaginaire des enfants, leur expliquer qu'il n'y a pas de métiers féminins ou masculins, se faire confiance et parfois aller contre l'avis de son entourage. Ce qui sera déterminant sur le comportement futur qu'ils auront. C'est aussi un enjeu d'attractivité sur les filières d'avenir, notamment scientifiques, techniques, numériques, où l'on va manquer de compétences dans notre pays, d'autant plus si on se coupe du vivier que représentent les femmes de manière évidentes, c'est à la fois bon en termes d'égalité, de culture, de respect que l'on veut voir se développer dans notre pays, c'est également un enjeu d'attractivité et de compétitivité. ●

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR



Un public dédié, studieux et enthousiaste

Feu sur l'OFB !

Laurent Wauquiez n'en démord pas, il veut supprimer l'Office français de la biodiversité. Sans doute un futur argument pour sa campagne présidentielle, tant les méthodes employées par cet organisme sont décriées par les agriculteurs. Le « Bleu d'Auvergne » aurait qualifié de « racket des agriculteurs » le travail de ses agents. C'est du moins ce qu'affirme le journal *Le courrier de l'Ouest*. L'entourage de Laurent Wauquiez tente de minimiser ses propos en affirmant « qu'il n'a jamais été question d'imputer ce type de faits à l'OFB mais à certaines associations ».

L'office est un organisme récent. Il a été créé en 2020 et emploie 3 000 agents. Son efficacité reste encore à démontrer. L'an dernier, 2 700 contrôles en milieu agricole ont été menés. Si l'on part du principe qu'il y a 390 000 exploitations agricoles en France, cela veut dire, qu'en gros, un agriculteur est susceptible d'être contrôlé tous les 130 ans ! Les agents sont commissionnés, assermentés et ils sont armés. L'office le justifie en estimant que : « Si nos inspecteurs sont armés, c'est notamment parce que parmi les services de police, ce sont ceux qui sont le plus souvent confrontés à des personnes armées ou susceptibles de l'être. Certains d'entre eux ont perdu la vie dans l'exercice de ces mêmes missions de police. Une stèle leur rend d'ailleurs hommage et en garde la mémoire dans l'un de nos sites de formation, et chaque année, une journée de commémoration est organisée dans ce but. »

Les agents de l'OFB sont ceux qui effectivement côtoient le plus de personnes armées, puisque l'an dernier ils ont contrôlé plus de 45 000 chasseurs. Le directeur général de l'office, Olivier Thibault, explique que la police de l'environnement suit « une formation initiale très poussée » au maniement des armes, sur une durée de neuf semaines. Les agents de terrain ont quatre formations obligatoires par an sur les gestes techniques d'intervention et le maniement des armes. Pour la police nationale, c'est deux fois par an. Fin janvier, la FNSEA et les Jeunes agri-



culteurs avaient adressé une liste de revendications à l'exécutif, parmi lesquelles figurait le « désarmement des agents » de l'OFB. Si elle n'a pas été reprise par le Gouvernement, de nombreux sénateurs ont profité de l'audition d'Olivier Thibault pour affirmer leur soutien à cette proposition, jugeant les méthodes de la police de l'environnement trop répressives.

Laurent Wauquiez n'est donc pas le seul à critiquer l'OFB, il est en revanche le seul à souhaiter sa suppression. Ce serait sans doute une erreur car notre pays dispose d'un établissement public qui a pour mission de permettre à la France de respecter ses grands engagements internationaux et de se mobiliser pour lutter contre l'érosion de la biodiversité. L'Office repose sur un maillage territorial très important et ses agents sillonnent la ruralité toute l'année. Ils sont compétents tant sur les milieux terrestres que les milieux aquatiques et travaillent en lien avec des partenaires nombreux, y compris à l'international. Mais l'OFB se doit donc d'être le partenaire privilégié des territoires et de l'ensemble des usagers de la nature. Et dans ce domaine il y a encore beaucoup de travail à faire. Laurent Wauquiez, la semaine passée,

ne s'est pas contenté de critiquer l'OFB. Il s'est également opposé à lui-même et au rectorat de la Haute-Loire. Alors que la région et le rectorat avaient décidé de fermer le lycée d'Espaly-Saint-Marcel dès la rentrée de 2027, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes est venu confirmer aux enseignants et aux agents qu'il avait changé d'avis : « Je ne veux pas que le lycée d'Espaly ferme, c'est vrai que c'est un lycée qui a de petits effectifs, mais en réalité, c'est une chance. » Il explique également les raisons de son revirement : « C'est un lycée qui forme des enfants qui parfois pouvaient avoir des difficultés qui sortent de ce lycée en confiance. Ici, on les forme dans les domaines de la charpente, du bois et de la métallerie ou les élèves par la suite sont tout de suite embauchés. Quand on voit les difficultés aujourd'hui pour former des enfants, il ne faut pas fermer un lycée qui fonctionne. » L'établissement compte chaque année près de 120 élèves aux métiers du bâtiment. Il est ouvert depuis 1947. ●

ARNAUD FALLER

ARNAUD.FALLER@LEFAUCIGNY.FR

Le résultat d'enquête sur la mobilité dans le Chablais

Le 16 mai dernier s'est tenue à Bons-en-Chablais, une réunion organisée par Mobilité Douce Chablais et France Nature Environnement Haute-Savoie, autour de la question du transport dans le Chablais.

Les élus et la population ont été invités à débattre du sujet et découvrir les résultats de l'enquête concernant les modes de transports utilisés par les citoyens, et quelles solutions seraient-ils prêts à utiliser si on leur proposait une alternative. Concernant les élus, ils avaient proposé une autre date, pris par d'autres sollicitations de dernières minutes, à l'image de Cyril Démolis, le maire de Sciez, qui était annoncé présent dans un premier temps. Au Département, les organisateurs ont annoncé au public qu'à 13h ils ont reçu un appel déclinant l'invitation, ce qui n'a pas empêché Chrystelle Beurrier, vice-présidente du Département et conseillère départementale du canton, de venir à la surprise générale apporter sa vision au débat. Idem pour la Région qui était représentée par Jean-Baptiste Baud, conseiller d'opposition. Isabelle Place-Marcoz et Jacques Burnet, respectivement adjointe au maire de Thonon

et maire de Lugrin, représentaient l'Agglo de Thonon et la Communauté de Communes du Pays d'Évian.

Le nettoyage des routes recommandé

Les résultats de l'enquête ont été présentés par Grégoire Berthon, président de Mobilité Douce Chablais, juste avant que Madame Anne Lassman-Trappier n'ait mis l'accent sur le fait que dans notre région, environ 200 décès annuels sont dus à la pollution des routes, que les Alpes Françaises se réchauffent plus qu'ailleurs, avec une augmentation de + 2,5 °C, qu'en Haute-Savoie 68 % des effets de CO2 proviennent des transports, y compris 43 % de GES (gaz à effet de serre).

Des résultats en demi-teinte

4 787 personnes ont répondu à l'enquête concernant les transports urbains, transports scolaires, train et covoiturage du quotidien : sur la satisfaction globale de la

mobilité dans le Chablais, seulement 3,36 % des sondés sont très satisfaits, 17,56 % sont satisfaits, 36,16 % sont mitigées et la part des insatisfaits représente 42,09 %. Pour le train, sur 1 268 personnes, 27 % sont satisfaites contre 40 %, avec des griefs sur le nombre de places assises jugées insuffisantes, la fréquence des horaires, l'accès aux gares, les correspondances, le prix ou la facilité à acheter un billet.

Pour les bus intercommunaux, 1 000 personnes ont donné un avis d'insatisfaction, à près de 50 %. Sur les transports scolaires, 30 % d'insatisfaits contre 32 %, et pour le covoiturage, un manque de développement car seulement 18 % des personnes sont satisfaites ; comme l'a souligné Grégoire Berthon, « il est plus facile aujourd'hui de prendre une place pour un Thonon - Toulouse que pour aller à Annemasse en covoiturage ». Des solutions devraient être mises en place comme le soulignait Chrystelle Beurrier, notamment avec le « Leman stop » qui sera inauguré le 7 juin prochain, où 5 communes vont collaborer autour de 19 arrêts entre les communes de Douvaine, Veigy-Foncenex, Bons-en-Chablais, Massongy et Loisin. Les personnes désirant se rendre d'un point à l'autre, auront la possibilité de se mettre aux arrêts prévus, où les automobilistes pourront les prendre au passage ; une nouvelle initiative jugée bienvenue.

Des propositions pour le ferroviaire

Quant au transport ferroviaire, il est compliqué aujourd'hui de rajouter des rames pour l'instant, puisqu'il faut environ 4 à 5 ans entre la commande et l'arrivée de ladite rame, mais pourquoi ne pas ajouter des wagons à celles existantes dans un premier temps, à condition d'avoir les quais appropriés. La proposition vise à améliorer



Isabelle Place-Marcoz, adjointe au maire de Thonon

l'efficacité des arrêts en alignant les wagons A et B, avec les quais des premières gares desservies. Cela permettrait de faciliter l'embarquement et débarquement des passagers, en réduisant les temps d'attente et les congestions aux portes des trains. De plus, pour les gares qui ne disposent pas de quais assez longs pour accueillir l'ensemble du train, il est suggéré de positionner les wagons supplémentaires (en 3^e ou 4^e position), devant le quai des gares suivantes. Cette disposition permettrait d'optimiser l'utilisation de l'espace disponible, et d'assurer un embarquement en toute sécurité, même dans les gares dotées d'installations moins adaptées.

Le bus n'est pas en reste

Quant au bus, le Bas-Chablais est demandeur de plus de fréquences pour aller à Genève. Le projet du bus à haut niveau de service étant prévu dans un délai assez long, en raison de l'ampleur des travaux à réaliser. Dans le cadre des efforts continus pour améliorer les transports en commun, plusieurs initiatives ont été proposées lors d'une récente réunion sur la mobilité durable. Deux idées clés ont été avancées pour faciliter les déplacements entre Annemasse et le CHAL (le Centre Hospitalier Alpes Léman), et ainsi optimiser l'accès aux gares ferroviaires. La première consiste à équiper les chauffeurs de bus d'une fonction leur permettant de déclencher le passage des feux au vert, lors de leur approche des carrefours. Cette mesure vise à réduire les temps d'attente aux intersections, améliorer la fluidité du trafic tout en permettant aux bus de respecter leurs horaires prévus. En offrant un trajet plus rapide et plus efficace, cette initiative contribuerait à rendre les transports en commun plus attrayants pour les usagers. Parallèlement, une liaison de bus directe entre Annemasse et le CHAL depuis la gare, est également envisagée. Cette liaison permettrait aux voyageurs arrivant par train à la gare d'Annemasse de rejoindre facilement et rapidement le quartier du CHAL, sans avoir besoin de recourir à d'autres modes de transport. Cette solution répondrait à un besoin de mobilité accru dans la région, offrant une alternative pratique et écologique à la voiture individuelle. Lors de la réunion, Geneviève Laferrère, pilote du réseau Territoire et Mobilité Durable de France Nature et Environnement, a souligné l'importance de ces initiatives pour

promouvoir une mobilité plus durable et écologique. Elle a également mis en avant l'importance de la coordination entre les différents acteurs du secteur des transports, pour assurer le succès de ces projets. En conclusion, l'introduction de nouvelles fonctionnalités pour les chauffeurs de bus, et la mise en place d'une liaison directe entre Annemasse et le CHAL situé à Findrol depuis la gare, contribueraient à améliorer l'accessibilité et l'efficacité des transports en commun dans la région.

Investir dans l'autoroute

En investissant dans des solutions innovantes et durables, il serait possible de créer un réseau de transports plus performant et plus convivial pour tous les usagers. Aujourd'hui, la solution de l'A 412 semble être celle du désenclavement du Chablais, mais d'autres ne partagent pas ce point de vue, et apportent comme alternative le covoiturage, qui semble être une des solutions avec l'apport du ferroviaire, notamment par la réhabilitation de la ligne dite « du Tonkin » entre Évian et Saint-Gingolph, mais le dossier avance de jour en jour selon les élus. Le maillage du territoire, comme le soulignait Chrystelle Beurrier, est en train petit à petit de se réaliser pour la mobilité douce, et Isabelle Place-Marcoz a fait remarquer que la ville de Thonon avait fait beaucoup d'efforts pour réaliser des voies vertes, ou des voies permettant aux vélos de circuler. Comme le dit le dicton, Rome ne s'est pas faite en un jour. Il faudra



Grégoire Berthon, président de Mobilité Douce Chablais

aujourd'hui, à l'heure où la population augmente d'année en année dans ce bassin, plus de réunions et de concrétisations de projets pour qu'enfin, les habitants du Chablais et du bassin Genevois puissent retrouver de la quiétude, dans leur déplacement au quotidien. On a bien compris que quelle que soit la couleur politique, ou les convictions personnelles, la mobilisation sur le sujet semble faire l'unanimité. À chacun de se mettre d'accord.

ALAIN AYME

REDACTION@LEFAUCIGNY.FR



Chrystelle Beurrier, maire d'Excenevex et vice-présidente du conseil départemental

UN COLLOQUE FONCIER À EVIAN

En 2024, L'Etablissement Public Foncier de Haute-Savoie fête ses 20ans. C'est pourquoi, à l'occasion de son anniversaire, l'EPF organise en collaboration avec Fonciers-en-débat un colloque d'envergure nationale « Pour une nouvelle utopie foncière », qui se déroulera les 30 et 31 mai 2024 à Evian Aujourd'hui, 33 000 demandes non satisfaites

pour un logement social avec 53% des ménages éligibles. En plus de cet enjeu lié au logement, les collectivités auront également besoin de maîtriser le foncier pour développer des services, aménager le territoire et créer des espaces publics, soulignant ainsi l'importance stratégique de cet outil qu'est l'EPF pour les collectivités.



© Cie des Médias

M^e Éric Barbieri, président de la chambre interdépartementale des notaires des Savoie.

Un nouveau président pour les notaires

Notaire à Chamonix-Mont-Blanc, M^e Éric Barbieri est le nouveau président de la chambre interdépartementale des notaires des Savoie. Élu pour deux ans, il aura plusieurs dossiers à traiter concernant la profession.

Le 16 mai dernier, la chambre interdépartementale des notaires des Savoie a tenu son assemblée générale à Aix-les-Bains. L'occasion pour la chambre d'élire un nouveau président, à la suite de M^e Valérie Pichon qui terminait son mandat de deux ans. C'est M^e Éric Barbieri, notaire à Chamonix-Mont-Blanc, qui reprend le flambeau. « M^e Pichon a eu à mes yeux

un mandat exemplaire. C'est une notaire humaine, franche et directe, qui avait parfaitement compris que le notaire doit mettre l'accent sur sa centralité dans la société », tient-il à souligner.

Les dossiers du moment

Cette assemblée générale, qui a réuni plus de 400 notaires, a été l'occasion d'aborder les sujets d'actualité pour la pro-

fession, notamment la réforme de la déontologie. « Les pouvoirs publics ont souhaité une réforme de notre code de déontologie et de la discipline, afin que les notaires s'autorégulent et s'autocontrôlent, souligne M^e Barbieri. Jusqu'à présent, nous avons des dispositions, mais cela ne nous permettait pas de prendre en charge le processus de manière efficace. Tout est mis en œuvre depuis

le 1^{er} juillet 2022 pour que cela fonctionne, et mon rôle sera d'assurer la mise en œuvre. » Les notaires ont également engagé une stratégie dite d'engagement à l'échelle nationale, similaire à la démarche RSE classique, sur trois grands sujets : la lutte contre le blanchiment d'argent, l'inclusion, à travers la démarche Not'Isme, un grand plan d'accompagnement des personnes atteintes des troubles du spectre autistique ainsi que leurs familles et aidants, et la neutralité de l'empreinte carbone d'ici 2035.

Les objectifs du mandat

« Concernant mes orientations, ce que souhaite c'est de poursuivre dans un premier temps le travail de M^e Pichon, car je me sens bien dans sa lignée, souligne M^e Barbieri. L'un des axes de mon mandat sera d'accompagner les études vis-à-vis de la conjoncture immobilière. Par rapport à l'année dernière, du 1^{er} janvier au 30 avril, les transactions immobilières ont chuté de 30 % en Haute Savoie et de 16 % en Savoie. Nous devons aider nos confrères à conserver autant que possible leurs collaborateurs, de manière à être prêts à redémarrer dès que la conjoncture s'améliorera. » Autre objectif, celui de développer davantage la médiation dans la profession. ●

BENJAMIN LECOUTURIER



Merci !



MERCI ! C'EST LE MESSAGE QUE VOULAIT FAIRE PASSER NICOLAS ALLAIS À L'OCCASION DES 10 ANS DE SON CABINET APC FINANCEMENT.

Merci pour ces 10 ans de collaboration intense avec les acteurs de la vie économique locale.

C'était l'occasion de réunir ces acteurs le 14 mai dernier au Château de Tresserve où Nicolas Tournier, propriétaire du château a expliqué l'histoire du lieu.

Un premier temps fort s'est déroulé avec les partenaires bancaires et organismes de contre garantie. Un second temps fort a réuni les clients, conseils et partenaires de la soirée : avocats, notaires, experts-comptables, transactionnaires, fournisseurs et aussi associations d'aides aux entrepreneurs (Réseau Entreprendre Savoie et Haute-Savoie, CJD, CRA, CPME Savoie et Haute-Savoie...), lors d'une grande soirée festive et conviviale.

La soirée fut rythmée par des témoignages de banquiers, clients et prescripteurs. Elle fut également animée par des impostures lors du cocktail et par un spectacle de la troupe de théâtre d'improvisation PDG et Compagnie.

En avant pour une nouvelle décennie...

+ 200 PROJETS

+ 100 MILLIONS DE CRÉDITS RÉALISÉS



Les établissements bancaires et organismes de contre garantie.



Spectacle d'improvisation PDG & Compagnie.



Le CJD : une grande famille.

APC FINANCEMENT

183 chemin des Teppes, 73 420 Drumettaz-Clarafond
www.apc-financement.fr | contact@apc-financement.fr

Ensemble, trouvons le financement idéal pour votre projet professionnel

L'interview de Philippe Carrier, le président de la CCI de Haute-Savoie

Pour les prochaines Oséades qui se dérouleront du 27 mai au 7 juin, il nous paraissait important de faire un point sur cet événement, mais également sur l'attractivité du territoire.

Le Faucigny : Combien il y a eu d'éditions auparavant ?

Philippe Carrier : C'est la deuxième édition, l'an passé nous avons eu 2 500 participants. Aujourd'hui dans les préinscriptions, on a dépassé les 700 personnes, mais en général, ça se boucle entre une semaine à quelques jours, avant le début de l'évènement, y compris avant le début des Oséades puisqu'elles durent 10 jours. L'évènement est dédié aux créateurs, dirigeants, entrepreneurs d'entreprise, avec la particularité de s'étaler sur une semaine, où nous aurons 150 experts réunis, 80 acteurs économiques qui sont partenaires de l'édition et apporteront aux différents visiteurs les informations nécessaires à leurs projets.

Il y aura des ateliers en présentiel, mais également en visio, pourquoi ce choix ?

Parce que l'évènement ne se porte pas en un seul lieu, mais sur tout le département, et qu'il était compliqué d'organiser à différents points et différents horaires, des conférences et ateliers sur diverses thématiques ; que ce soit sur le bassin annécien, la vallée de l'Arve, le Chablais ou le Genevois.

Des temps forts sont à prévoir ?

Il y a en trois et auront lieu à la CCI. La conférence d'ouverture le 27 mai de 12 à 14h, permettra aux entrepreneurs de venir hors temps de travail, sur une thématique IA : « Peut-on confier nos émotions à l'intelligence artificielle ? » Nous aurons deux experts reconnus dans leur domaine qui interviendront sur ce sujet. Le 30 mai, nous aurons un forum sur la thématique de la création et reprise d'entreprise, per-



Philippe Carrier, le président de la CCI de Haute-Savoie

mettant aux entrepreneurs et créateurs de les accompagner dans leur projet, rencontrer des experts dans le financement ou la protection sociale, les aides financières, etc. Cela se passera de 9h à 12h. Le troisième temps fort sera la conférence de clôture, le 7 juin prochain, de 11 heures à 12h, sur le thème « Venez vivre une compétition de l'intérieur », avec Marie Martinod, double médaillée olympique, qui viendra témoigner de la préparation, de la compétition et des atouts d'un athlète de haut niveau, sur ce que cela peut apporter aux chefs d'entreprise en termes de leadership, de planification, de stratégie, etc.

Quelle est la part du tissu industriel sur le territoire ?

Depuis 10 ans, c'est à peu près 10 000 entreprises supplémentaires par tranche de cinq

ans, donc on est passé de 40 000 à 60 000 entreprises entre 2015 et 2024.

Avec un problème récurrent de logement...

Alors oui, c'est une problématique sur le territoire, qui ne concerne pas que les personnes du secteur privé, la fonction publique est concernée aussi, beaucoup de postes sont vacants à cause de ça.

Pourquoi ?

Plusieurs explications se révèlent : la première, c'est le coût de la vie en Haute-Savoie, donc en zone frontalière, il est très compliqué pour les personnes payées en euro de travailler ici, de trouver un logement, de s'y installer, si elles n'ont pas les revenus frontaliers. Il y a là, un vrai sujet pour un département qui est pourtant, très



© LTV Prod

Le personnel toujours présent pour les dirigeants

prospère et dynamique sur le tourisme, sur l'agriculture grâce à ses AOP. Nous avons des atouts importants, y compris la zone frontalière, puisqu'elle nous amène un pouvoir d'achat conséquent sur le territoire. Nos voisins sont ultra-dynamiques et ont besoin de main-d'œuvre de façon très forte ; aujourd'hui, on arrive à un équilibre qui en train de se rompre, il faut y faire attention. Nous avons beaucoup de personnes qui arrivent sur le département, le solde migratoire doit être aux environs de 8 000 personnes et 5 000 naissances, soit 12 000 à 13 000 personnes par an. À cela, il faut ajouter à peu près 45 000 personnes qui viennent travailler, mais 35 000 repartent, il y a donc un turn-over très important sur le département, et c'est sans compter sur la loi ZAN.

C'est-à-dire ?

Il va falloir construire plus haut tout en gardant le dynamisme économique, trouver du travail en France et pas qu'à Genève. Mais du coup cela demande des zones d'activités commerciales, artisanales, industrielles, et avec la loi ZAN l'équation va être un petit peu compliquée. Notre département a un autre atout, ce sont les paysages avec des vues magnifiques, la montagne, et les grands lacs alpins. Lorsqu'on applique tout

ça sur une carte à plat, les zones où l'on construit sont souvent les vallées, et les hauts-savoyards ont bien conscience qu'il ne faut pas abîmer notre environnement, ce qui veut dire qu'il va falloir trouver une alternative raisonnable, pour loger, travailler, construire...

Que peut faire la CCI, quel rôle peut-elle jouer ?

Nous ne sommes pas élus de collectivités territoriales, nous alertons. Il y a un ou deux mois, on a fait partir une tribune du monde économique, avec tous les syndicats professionnels et les chambres consulaires en interpellant les collectivités et les élus locaux, afin de porter quelque chose d'acceptable sur l'évolution de notre territoire, sentiment partagé par la population, partagé par les différentes parties prenantes, que peuvent être les associations de la protection de la nature, etc. Aujourd'hui je sais que suite aux Assises du logement, le département va être doté d'une agence d'urbanisme départementale, qui sera peut-être le lieu, où l'on pourra planifier un peu plus d'équipements nécessaires au développement du département, et de comment on attire sur le territoire des salariés avec les problématiques que l'on connaît, à savoir le logement, on n'en a

déjà parlé, mais il n'y a pas que ça. Il n'y a aussi la mobilité ; parce qu'on entend beaucoup que Genève et concurrente de la Haute-Savoie, alors oui elle est en Suisse mais on a des villes très proches de nous en France, qui nous font aussi de la concurrence, Lyon, Paris Nantes qui ont des systèmes de transports de mobilités urbaines autres que les nôtres.

Plus d'offres de service pour attirer plus de monde ?

Aujourd'hui si vous n'êtes pas trop sportif, en Haute-Savoie, l'offre de loisirs est plutôt limitée, donc si on veut attirer sur le département des populations qui vont nous comparer avec d'autres villes, il faudra s'adapter. Les jeunes viendront peut-être sur le département pour travailler quelque temps, avec des loisirs sport et nature qui sont performants, mais on n'a pas d'opéra, on n'a pas de grande salle de spectacle ou de concert, on n'a pas de zénith, oui on a une scène nationale, qui est très performante mais il n'a que 1 000 places. Donc 1 000 places pour bientôt 800 000 personnes, c'est un peu léger non ? Il n'y a pas que des réseaux autoroutiers ou ferroviaires à réaliser pour être compétitif, il faut aussi des équipements pour attirer sur le territoire, les

...

populations que l'on veut embaucher dans entreprise. La compétition ne se fait pas qu'avec Genève, mais quand j'ai entendu que l'Aréna de Genève était la salle de spectacle de la Haute-Savoie, ça m'a fait bondir. Je ne pense pas que les équipements de Genève sont ceux de la Haute-Savoie. Certes, ils sont à proximité, mais le coût de la vie dans ces zones de services et de culture sont avec des budgets qu'il faut pouvoir suivre, et c'est sans compter sur la deuxième partie de soirée. Si vous souhaitez aller boire un coup, manger dans les restaurants de l'autre côté de la frontière, c'est autre chose. D'ailleurs c'est pour ça que les travailleurs frontaliers travaillent en Suisse, mais consomment en France.

Est-ce que vous sentez une tension vis-à-vis de cela ?

Je connais bien la Haute-Savoie, cette tension actuelle que l'on ressent fortement et de plus en plus, il faut y faire très attention. Avant nous avions une population frontalière, mais d'origine savoyarde qui allait terminer sa vie professionnelle, et sa vie tout court, ici en Haute-Savoie. Aujourd'hui quand on dit qu'il y a 45 000 personnes qui arrivent et 35 000 qui repartent, cela fait un brassage de population ; quelque part nous sommes un Eldorado. La plupart des

personnes ne vont pas rester, elles feront une vie professionnelle, consommeront, puis repartiront ailleurs, parce que l'immobilier sera de plus en plus valorisé. On a même des gens du coin qui partent, donc ça pose de vraies difficultés dans notre territoire. La différence elle est là ; elle est sociologique.

Et puis nous avons une métropole, à côté de nous qui est très autocentrée sur son développement, et qui ne s'intéresse pas trop à ses voisins, c'est un peu le ressenti ici, donc ça crée des tensions. On a également des salariés qui ne veulent pas aller travailler en Suisse pour plusieurs raisons, sinon ils y seraient tous, donc il y a bien un sujet...

Les salariés que nous avons sur le territoire, il faut avoir une vision un peu plus large.

Est-ce que la Haute-Savoie ne s'est pas trop longtemps appuyée sur Genève, en s'oubliant un peu ?

Je ne dirais pas ça, parce qu'on a un tissu économique assez dynamique, et ce dynamisme ce n'est pas Genève. Nous avons la chance d'avoir une industrie forte, qui exporte beaucoup notamment en Suisse d'ailleurs. En revanche, la Suisse a besoin de nous, puisque 80 % de son commerce extérieur, ce sont trois pays autour d'elle,

l'Allemagne, l'Italie et la France. Les trois étant en récession, pour l'industrie Suisse, ce n'est pas évident non plus. Donc tout n'est pas rose de l'autre côté de la frontière. Enfin, en Suisse il y a la Suisse, et puis il y a Genève. Parce que ce que l'on vit en Haute-Savoie, on le vit aussi du côté du Pays de Gex dans l'Ain, mais on le vit aussi du côté du Canton de Vaud, avec l'augmentation des prix etc.

Que faudrait-il proposer d'après vous ?

Développons plutôt l'axe ferroviaire entre la Haute-Savoie et sa maison mère, c'est-à-dire Paris et pas Genève, et là il y a des sujets, mais Annecy est très loin de Paris en train. Pratiquement la moitié des entreprises vont prendre le train à Saint-Exupéry, c'est inadmissible. Parce qu'on sait qu'on peut revenir à n'importe quelle heure, et à Paris, si vous ratez votre train pour Annecy, vous arrivez facilement à 23h, puis il faut rentrer chez vous, pour certains, pas avant 1h du matin !

Mais la Haute-Savoie a toujours été résiliente, elle a toujours fait face, du haut de ses 100 ans d'histoire haut-savoyarde. ●

NANCY WANOT

NANCY.WANOT@LEFAUCIGNY.FR



L'événement qui s'étale sur 10 jours est dédié aux créateurs, dirigeants, repreneurs d'entreprises

Quand les anges se penchent sur le berceau des start-up

Le 30 mai prochain, Savoie Mont Blanc Angels (Samba) tiendra son assemblée générale, au château de Servolex, à La Motte-Servolex, en Savoie. Un événement qui permettra, outre le point sur les différentes activités de l'association, de pouvoir assister à une conférence donnée par Gilles Mitteau, vulgarisateur économique, sur le thème : « Finance, spéculation : et l'économie réelle dans tout cela ? ».

Les Angels à la loupe

« Savoie Mont Blanc Angels est un club d'investisseurs de proximité, indique Édouard Tivoly, coprésident de Samba. Il rassemble environ

150 membres, mais ce n'est pas un club uniquement réservé aux personnes aisées. Il est possible de ne pas investir d'entrée, mais de prendre le temps d'observer et d'échanger, sachant que l'on peut aussi investir des sommes peu élevées, autour de 5 000 euros. L'important, c'est d'être animé par l'envie de soutenir l'économie réelle locale. » L'association se veut un relais utile pour le territoire et son tissu économique, en mettant en relation investisseurs et porteurs de projets. « D'ailleurs, nous ne nous limitons pas aux deux Savoie, mais nous poussons aussi des dossiers auprès des autres Business Angels de la



© Cie des Médias

Édouard Tivoly, co-président de Samba, en compagnie des deux nouveaux salariés de l'équipe : Carine Lyonnet, déléguée générale, et François Aubonnet, chargé d'affaires capital investissement.

région quand un projet mérite d'être soutenu », souligne Édouard Tivoly, tout en citant l'exemple de liens étroits avec les Angels de Grenoble ou du Rhône. « Notre association doit répondre à des objectifs que d'autres acteurs ne peuvent pas traiter. Nous ne sommes pas concurrentiels, mais complémentaires à ces derniers. Dans les deux Savoie, nous devons

vraiment veiller à bien accompagner celles et ceux qui ont suivi le vent de l'innovation », appuie-t-il. Deux dispositifs existent : Innov'Alpes, qui accompagne les jeunes pousses prometteuses du territoire, et Capit'Alpes Développement, qui s'adresse aux PME du sillon alpin, ayant des projets de développement ou de transmission. ●

La Banque populaire Auvergne-Rhône-Alpes souffle 125 bougies

Célébration : c'est le mot qui convient pour l'assemblée générale de la Banque populaire Auvergne-Rhône-Alpes qui s'est déroulée le 15 mai dernier, à La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie). L'établissement bancaire coopératif fêtait en effet ses 125 ans, en présence de plus de quatre cents sociétaires réunis.

Engagement et olympisme

Au fil des interventions, le président du conseil d'administration Lionel Baud et le directeur général Daniel Karyotis n'ont pas manqué de tirer le fil de l'histoire de cette banque très ancrée sur son territoire, née de la fusion en 2016 de la Banque populaire Alpes, de la Banque populaire Loire et Lyonnais, ainsi que de la Banque popu-



© Event Picture

De gauche à droite : Daniel Karyotis, directeur général de la BP Aura, Lionel Baud, président du conseil d'administration, Lucas Nacsa, censeur au sein du conseil d'administration et Dominique Verdiel, administrateur

laire du Massif Central. Cette soirée a permis d'illustrer, à travers de nombreux exemples et parcours, le passé, le présent et le futur de la BP Aura, en évoquant ses projets locaux et son accompagnement financier des

entreprises comme des particuliers. Les prises de paroles des différents intervenants ont été complétées par le témoignage d'entrepreneurs, comme celui du sociétaire Roger Pernat, dont l'entreprise Pernat Industries

est cliente depuis plus de 80 ans, ou encore du champion de biathlon Martin Fourcade. Le sport a en effet également été fêté tout au long de cette soirée, la BPA Aura étant partenaire premium des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, mais aussi parrain officiel des relais de la flamme olympique et paralympique de Paris 2024. Elle soutient et accompagne des athlètes régionaux, mais a aussi sélectionné 80 porteurs de la flamme olympique, qui assureront les relais individuels et collectifs à l'échelle de son territoire d'activité : samedi 11 mai dans les Alpes-de-Haute-Provence ; jeudi 20 juin dans la Drôme ; vendredi 21 juin dans l'Allier ; samedi 22 juin dans la Loire et dimanche 23 juin en Haute-Savoie. ●

Quel avenir pour la Volière et le Parc animalier de la Grande Jeanne ?

À l'été 2022, la ville d'Annecy lançait une consultation citoyenne sur l'avenir de la Volière de l'Impérial et du Parc animalier de la Grande Jeanne. La consultation devait être suivie d'une réflexion en septembre et d'une réunion publique. Une décision devait être prise sur le devenir des aménagements avant la fin de l'année 2022. Le résultat a finalement été publié au printemps 2024 sur le site Internet de la mairie, en voici les grandes lignes.

La ville d'Annecy possède depuis de nombreuses années un parc animalier et une volière. En novembre 1977, dans le cadre du projet d'aménagement du parc Charles-Bosson commencé deux ans plus tôt, l'équipe du maire André Fumex imagine la construction d'une volière. Cette dernière est construite au printemps 1978, par l'entreprise Girardot pour 140 000 francs et inaugurée en juin. Elle mesure 34 mètres de diamètre et 5,80 mètres de hauteur (au centre). Elle abrite une soixantaine d'oiseaux de quinze espèces différentes : oies, dindons, canards, pintades, faisans, poules, paons... Le parc animalier de la Grande Jeanne se trouve dans le bas du massif du Semnoz. Sur 10 500 m², le parc abrite des espèces d'animaux sauvages : daims, cerfs élaphe, biches et mouflons de Corse.



Le parc se situe sur la route de la station de Semnoz à 3 km de la sortie d'Annecy

Des sites vieillissants, plus dans l'air du temps

Ces sites emblématiques d'Annecy sont aujourd'hui vieillissants. À l'été 2022, la question semblait être importante au point que l'on consulte la population. Lorsque la Ville consulte les habitants sur le devenir d'une infrastructure, comme chacun le sait et les Annéciens en particulier, c'est qu'elle a déjà sa petite idée sur son devenir. Dans l'article du *Faucigny* (édition du jeudi 11 août 2022), nous avons recueilli la parole de Guillaume Cohen, conseiller délégué à la propreté urbaine et au bien-être animal, et Chloé Rivière, adjointe en charge de la nature en ville, de la politique alimentaire et de l'agriculture urbaine. Leur vision était la suivante : « Il n'est plus dans l'air du temps de garder des animaux

sauvages en captivité. » Il est vrai que le bien-être des animaux captifs de ces deux installations fait débat depuis déjà pas mal de temps. Déjà, en 2015, Thierry Billet, alors maire adjoint en charge du développement durable au sein de l'ancienne municipalité, considérait que « maintenir en place la volière et le parc aux biches était une vision archaïque de la représentation de la nature, quand bien même ces lieux attiraient de nombreux visiteurs ». Plus récemment, en janvier 2021, à l'occasion de la grande consultation liée au premier budget participatif de la Ville, un habitant avait évoqué l'idée de supprimer la volière. Le motif était simple : « Rompre avec les vieux schémas de l'animal en cage et retrouver un équilibre harmonieux entre l'Homme et la

nature. [...] Remettre en liberté les espèces communes (cygnes, canards...), avec leurs congénères dans les réserves naturelles du lac d'Annecy et placer les autres, provisoirement, dans le parc de la villa Abeille. »

La Volière et le Parc animalier disposent de l'agrément « installation fixe et permanente de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ». Concernant le Parc animalier de la Grande Jeanne, l'équipe municipale précédente avait déjà décidé de ne plus permettre la reproduction des animaux, en attendant de savoir quel serait l'avenir du site. Les mâles et les femelles ont été séparés, sans autre acquisition d'animaux. Pour la volière, des animaux ont été achetés il y a des années. Celle-ci peut servir également pour



La Volière est un lieu emblématique d'Annecy, des générations d'Annécien·s'y sont promenées

accueillir des animaux en convalescence, des cygnes par exemple, mais ce n'est pas sa vocation puisqu'elle n'a pas la fonction de refuge. Actuellement, le budget pour la gestion de ces deux sites est de 14 000 € hors salaire. La ville emploie un animalier à temps plein, qui est remplacé par deux agents lorsqu'il est en congé. Elle possède aussi un vétérinaire pour répondre aux besoins. Début 2022, la Ville avait recruté une personne qui travaillait sur le sujet de l'animal en ville.

Un dossier passé aux oubliettes ?

Cette personne, embauchée par la Ville, devait faire l'état de lieux de ces deux infrastructures, puis une liste d'alternatives ou d'évolutions possibles de ces sites, en s'inspirant de ce qui peut se faire ailleurs. La liste devait être analysée en septembre 2022, et dans la foulée une réunion publique devait être programmée pour présenter le choix de la ville. Rien de tout cela n'est arrivé... Le projet est-il tombé aux oubliettes, ou alors le calendrier a-t-il été bousculé par d'autres impératifs ? Peut-être pas totalement enterré puisque le résultat de la consultation citoyenne vient d'être publié sur le site Internet de la ville d'Annecy...

Le résultat de la consultation

Pour la volière, la Ville a reçu 839 réponses. 647 se déclarent des habitués du lieu. Pour le Parc animalier de la Grande Jeanne, la Ville a reçu 858 réponses pour 544 habitués. Près de la moitié des usagers sont des parents de jeunes enfants. Il en ressort que les sites sont fréquentés les week-ends et les mercredis (près de 70 % d'occurrence),

et la visite du Parc de la Grande Jeanne est davantage occasionnelle, puisque 61 % des sondés viennent moins d'une fois par mois. Les visites de la Volière sont plus régulières, 66 % viennent plus d'une fois par mois. Les deux sites attirent au-delà de la commune nouvelle : 27 % pour la Grande Jeanne et 15 % pour la Volière (des trajets domicile site à 30 minutes).

Pour les deux sites, la découverte des animaux est la raison principale de visite, notamment avec les enfants. Les activités annexes représentent la deuxième raison, particulièrement le passage en promenade. L'attachement au site reste lié à la connaissance depuis l'enfance (12 % d'occurrence dans les deux cas).

Les visiteurs sont globalement satisfaits, 75 % pour le Parc de la Grande Jeanne. Les causes d'insatisfaction sont liées à la captivité de l'animal (6,5 %) et 72 % se déclarent satisfaits de la Volière. L'attachement paraît plus important sur celui de la Volière (14 %) qu'à la Grande Jeanne (4 %). De même, la captivité y suscite plus d'insatisfaction (13 % vs 6,5 %). Les raisons principales sont les conditions de captivité, notamment la taille des enclos et la hauteur de la volière. La captivité en milieu urbain dérange plus qu'en milieu naturel, d'autant plus que la volière est à proximité du lac, où des oiseaux d'eau évoluent en liberté.

Quelles visions d'ici 10 ans ?

Pour le site de la Grande Jeanne, plusieurs propositions ressortent de la consultation ; le premier indique qu'il ne veut rien changer à l'existant (plus de 25 % d'occurrence), le second propose de faire du Parc de la Grande Jeanne un véritable parc animalier

en augmentant le nombre d'animaux et en accentuant la vocation de sensibilisation du site (plus de 14 % d'occurrence) et pour le troisième, améliorer ou supprimer la captivité des animaux, avec pourquoi pas des aménagements tels que la semi-liberté, le centre de soins, le refuge (plus de 12 % d'occurrence).

Le quatrième serait de faire du Parc de la Grande Jeanne un parc se rapprochant d'une base de loisirs (aménagements conviviaux, jeux pour enfants), sans nécessairement enlever la composante naturelle du lieu (8 % d'occurrence).

Concernant la Volière, en premier, les personnes ayant répondu proposent d'améliorer le site pour les animaux, que ce soit dans les conditions de captivité ou sur la recherche du bénéfice de l'animal avec cette proximité avec l'homme (25 % d'occurrence). En second, ne rien changer à l'existant (21 % d'occurrence), en troisième, on retrouve l'accentuation de la prise en compte des enfants dans le fonctionnement futur du site : activités de sensibilisation avec les enfants, amélioration de l'aire de jeux (13 % d'occurrence). Enfin, en dernier, pousser la dimension zoologique du site en présentant davantage d'animaux, voire des animaux autres que des volatiles (10 % d'occurrence).

Pourquoi ce retard par rapport au calendrier initialement annoncé ?

Nous avons sollicité la Ville : « La mise en place d'une politique du bien-être animal est toujours d'actualité. La consultation ayant révélé que la majorité des Annécien·s souhaitent conserver ses deux équipements, la Ville se doit d'inventer un projet qui concilie à la fois cette demande et de nécessaires adaptations pour le bien-être des animaux. » Une équation difficile, que la Ville s'imaginait résoudre en moins de temps. Ajoutons à cela que le sujet de la Volière et du Parc de la Grande Jeanne n'est pas la priorité première de l'équipe municipale. En l'état actuel des choses, le devenir de ses deux installations se posera tout de même dans quelques années, puisqu'il n'y a pas de reproduction, ni de nouveau animaux installés à la Volière et au Parc de la Grande Jeanne.

SYLVAIN POUJOIS

REDACTION@LEFAUCIGNY.FR

Le personnel pénitentiaire partiellement satisfait

L'attaque du fourgon pénitentiaire qui s'est déroulé mardi 14 mai à Incarville, dans l'Eure, aura provoqué l'émotion dans la France entière, mais pas que. Dès le lendemain et pendant 3 jours, le personnel pénitentiaire français s'est mobilisé pour protester contre les conditions de travail. Si les syndicats majoritaires ont signé la proposition de l'État, à Bonneville, la satisfaction n'est pas pleine.

➤ C'est en plein jour, mardi 14 mai, à l'occasion de l'extraction d'un détenu, que deux agents pénitentiaires ont été tués lors d'une attaque pour évasion. Le drame qui est survenu dans l'Eure, à Incarville, n'a pas laissé indifférente la profession. Au lendemain, dès la première heure, plusieurs établissements pénitentiaires ont manifesté leur désarroi et leur colère face à la situation. Pour eux, c'est une conséquence évidente du manque de moyens octroyés pour le personnel. Les syndicats ont alors fait remonter leurs revendications au garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, qui a présenté à son tour ce qui lui semblait envisageable. Des propositions qui ont fini par satisfaire certains syndicats, à demi-mesure : « *il faut bien signer, car aujourd'hui, la négociation n'existe plus, c'est soit on signe ce qui est proposé, soit on oublie tout* », lance Salia Lahouiel, surveillante à la maison d'arrêt de Bonneville et secrétaire locale UFAP UNSA justice.

Des prisons qui se dégradent

Les arrestations augmentent, les établissements pénitentiaires accueillent de plus en plus de détenus, pourtant les effectifs pénitentiaires n'augmentent pas, au contraire. Pour Damien Rameau, membre du bureau national du SNEPAP-FSU, « *en prévention des JO 2024, les arrestations sont de plus en plus nombreuses et les incarcérations sont délocalisées en dehors de Paris. Les prisons sont surpeuplées, on est passé de 2 à 3 personnes par cellule, à 4 à 5 personnes. C'est problématique pour les conditions de vie des détenus, et aussi pour la protection de*



La maison d'arrêt de Bonneville s'est mobilisée au lendemain du drame

nos personnels pénitentiaires. Aujourd'hui, les collègues sont seuls par coursive et se retrouvent face à 5 détenus. Donc, ça devient problématique ». De la sécurité du personnel, aux bonnes conditions de vie des détenus, la situation s'avère de pire en pire.

Des risques pour tout le monde

Depuis plusieurs années, le personnel pénitentiaire alerte sur le manque de moyens dans la profession. Un budget faible découlant sur le manque de personnel, de formation, de moyens techniques et qui ne sont pas sans risques. « *On demande un minimum de reconnaissance et aussi de meilleures conditions de travail. Aujourd'hui, le manque de formation par exemple est*

très important. Sorti de la formation initiale, rien n'est mis en place, que ce soit sur l'armement, les interventions... Sauf qu'il y a des risques. Les risques que vous imaginez comme des accidents par balle létale. Il y a le stress de tenir une arme en main et quand on n'est pas formé ça n'aide pas », développe Damien Rameau. Certains détenus ont des troubles psychiatriques sur lesquels les personnels pénitentiaires ont également peu de formation. Il ajoute : « *Pour les techniques d'intervention, c'est pareil, le but n'est pas de faire mal, mais de mettre en sécurité tout le monde. Sauf qu'en cas de manque de formation, il y a un risque pour le personnel d'être mis en cause s'il se passe quelque chose alors qu'ils*



© Syndicat UFAP

À Bonneville, le taux d'occupation des détenus est à 170 %

sont juste mal formés. » Des manquements qui impactent négativement le quotidien du personnel, mais aussi des détenus qui, pour la majorité, sont restés compréhensifs face aux mobilisations du personnel. L'administratif aussi est en insuffisance : « les dossiers s'empilent et chaque décision prend un temps important provoquant des tensions et des problèmes entre détenus et personnel », selon Damien Rameau.

La goutte de trop

« Ça fait des années qu'on lance des alertes sur les défaillances de notre administration, on ne nous écoute pas. Il y a eu un drame, il a fallu qu'on en arrive là pour qu'on nous écoute et malgré ça, ça tarde. On est en colère et écauré », témoigne Damien Rameau. Aujourd'hui, les prisons sont touchées par les démissions et les arrêts de travail d'un personnel essoufflé. Le membre du syndicat national indique « qu'aucune prison n'est en effectif plein, avant même de compter les arrêts de travail. Sur certaines zones, on est à la moitié des effectifs à cause des burn-out ou autres arrêts maladie ». S'ajoute à cela, l'annulation de la venue du Président Emmanuel Macron lors de l'hommage à Fabrice Moello et Arnaud Garcia, les deux victimes de l'attaque du fourgon, et son remplacement par le Premier Ministre Gabriel Attal, qui est pris comme « un nouveau coup de massue pour les personnels

pénitentiaires ! », annonce l'intersyndical dans un communiqué signé par les syndicats FO, CGT, UFAP et SPS.

Des propositions insuffisantes selon Bonneville

Après avoir été dans un lourd silence pendant la fin de semaine dernière, en attendant les réponses de l'État, les personnels pénitentiaires ont enfin eu une réponse. Les syndicats réclamaient notamment l'utilisation de véhicules blindés, de fourgons banalisés et un armement adapté, ce qui

devrait être mis en place dans l'immédiat. La possibilité de passer par de la visioconférence pour certains détenus, sera également mise en place de façon immédiate, afin de limiter au mieux les extractions de détenus. Pour le reste, Salia Lahiouel explique que cela sera mis en place dans les cinq années à venir. Pour le personnel de Bonneville, cette attente est synonyme d'imprécision. « Ils veulent embaucher plus de personnel, mais on galère déjà à avoir du monde, je ne sais pas comment ils vont faire. On attend de voir. Tout le long du relevé de décision, ils emploient le conditionnel, on sait comment ça marche. On nous annonce des directives qui devraient être mises en place dans les 5 ans à venir, mais bien avant on aura changé de gouvernement, et on nous dira que c'était des décisions d'un autre gouvernement. C'est comme d'habitude, les promesses sont là, mais on demande du concret », dit la surveillante de Bonneville d'un ton affligé. Pour ne pas attendre après les décisions nationales, des négociations ont été entamées auprès de la direction locale de la maison d'arrêt de Bonneville. Le but étant de mettre en place à échelle locale les revendications manquantes selon le personnel pénitentiaire, comme la mise en place de brouilleurs efficaces pour que les détenus ne communiquent pas avec l'extérieur, ou encore de quoi stopper les projections venant de l'autre côté des murs.

ALEXANDRA REY

ALEXANDRA.REY@LEFAUCIGNY.FR



© Syndicat UFAP

Le personnel pénitentiaire de Bonneville tente la négociation en interne

Les salles d'escalade continuent de grimper en Haute-Savoie

« *C'est devenu le nouveau fitness pour tous.* » Alors que l'escalade se pratique depuis la fin du 19^e siècle, la discipline connaît un fort essor depuis quelques années. Un essor qui ne décroît pas, bien au contraire et qui touche les citadins comme les montagnards. En Haute-Savoie, l'implantation de ces salles est perçue pour beaucoup en complémentarité de la grimpe d'extérieur.

Depuis quelques années, les salles d'escalades poussent un peu partout en France, et notamment les salles de bloc (sans corde). Un essor qui satisfait toutes les générations et pourrait être dû, selon Esther Larios, directrice de la salle Le Topo, à Saint-Gervais, à l'arrivée de la discipline aux JO d'été de 2021. Dans les lignes du journal *Les Échos* on apprend que « *parmi les Français pratiquant une activité, 4 % font de l'escalade* » et que le nombre de licenciés est en hausse. En Haute-Savoie, on compte désormais une petite dizaine d'établissements (hors gymnases municipaux) proposant des murs aux grimpeurs de bloc ou par voies. Mais dans un territoire comme celui-ci, niché au cœur des Alpes Françaises, la question se pose : comment un tel modèle s'établit en intérieur, quand la pratique est possible en extérieur.

Comment fonctionnent les salles d'escalade ?

Plus qu'un simple endroit où l'on se rend



Le premier Contest aura lieu le 25 mai au Topo



On peut grimper dehors chez Cortigrimpe

pour faire du sport, les salles d'escalade tendent de plus en plus à devenir de réels lieux de vie. Que ce soit Cortigrimpe à Épagny, Arkose Genevois à Vétraz ou encore Le Topo à Saint-Gervais, on retrouve un espace bar/restauration. Principalement alimentées par les revenus dus aux entrées variant entre 14 et 18 € selon les lieux (abonnement, carnet de tickets ou entrée simple), la partie restauration et autre permet un complément de revenus. Pour la salle Cortigrimpe, ce sont 70 000 entrées par an et un chiffre d'affaires d'1 M€ dont 30 % proviennent des parties extra-escalade. De même pour Arkose, cette salle pionnière de la région, où la partie restauration, stages, séjours est à prendre en compte dans la balance. Ou encore chez Le Topo qui, en étant ou-

vert seulement depuis septembre 2023, a déjà comptabilisé 60 000 entrées pour un chiffre d'affaires prévu à 1,5 M€ d'ici les 2 ans. Pour le moment, la directrice de l'établissement avertit « *ces chiffres sont à prendre avec des pincettes. On a eu un fort démarrage mais on pourra se rendre compte des choses seulement au bout d'une année pleine, et encore* ». Pour eux encore, la part hors escalade pure comprend 20 à 30 % de leur financement. Derrière un modèle économique, c'est une réelle volonté de rassembler les gens, de créer du lien et du partage autour d'un sport, mais pas que. Arkose, par exemple, voit sa clientèle évoluer et n'est aujourd'hui plus seulement composée de grimpeurs, mais aussi de personnes extérieures à la discipline : « *on a réussi à créer un lieu où*



Le Topo à Saint-Gervais prévoit déjà une extension du lieu dans les prochains mois

les gens aiment venir même s'ils ne grimpent pas », affirme Dimitri André, directeur d'Arkose Genevois

Des plus en veux-tu, en voilà

Pour compléter la discipline, les salles d'escalade se munissent de coin restauration, mais aussi d'activités, de séjours, ou autres loisirs. Chez Arkose, il est possible de venir manger un plat, boire un jus, également de partir en vacances, façon séjour d'une semaine avec le gîte et le couvert compris pour la grimpe, des sorties d'escalade et même des EVG et EVJF (enterrement de jeunes de garçons et jeunes filles). Du côté de Cortigrimpe, on peut passer l'après-midi à crapahuter et rester en fin de journée pour assister à des projections de films, ou à des ateliers d'apprentissage technique. Ou encore, par exemple, à Saint-Gervais, où Le Topo propose des séminaires d'entreprises, des salles pour des conférences, ou des entraînements de pilates et de yoga. Et prochainement, un mur de bloc en extérieur, et même un terrain de pétanque.

Accessibilité et efficacité

Quand on parle d'escalade, les citoyens penseront aux murs de résine des salles, quand les montagnards penseront aux falaises. Et si a priori tout peut paraître

être la même discipline, dans le monde de l'escalade, il y a en réalité plusieurs disciplines à distinguer. Le bloc permet de grimper sans corde, à une hauteur maximale de 4,5 mètres et peut se pratiquer seule, alors que l'escalade en voie ne peut être exercée qu'à deux minimum, afin d'assurer le grimpeur, sur des murs pouvant aller jusqu'à 16 mètres en salle. Et ensuite, vient la pratique en extérieur, qui peut elle aussi se pratiquer en bloc ou en voie, mais cette fois-ci sur falaise. Pourtant, ces disciplines sont finalement complémentaires, pour l'entraînement, mais aussi pour la diversification. En Haute-Savoie, rares sont les grimpeurs qui ne pratiquent que « l'indoor » ou « l'outdoor », contrairement à la ville, où la plupart n'auront pas connu autre chose que les murs artificiels. Pour les gérants des salles d'escalade haut-savoyardes, ce qui fait le succès de ces lieux n'est autre que l'accessibilité. Comme beaucoup d'endroits culturels et sportifs en intérieurs, les salles d'escalade sont météo-dépendantes. Quand il fait beau, les grimpeurs sont dehors, et dès que le temps se gâte, les salles sont pleines. Mais à la différence de la falaise, les salles sont accessibles rapidement et sans nécessité d'être accompagné. En sortie de travail, entre midi et deux, l'escalade remplace la course à pied, ou l'entraînement de

fitness. Pour Hervé Chappaz, cogérant de Cortigrimpe avec Joël Lansard : « Les salles permettent de découvrir l'activité en toute sécurité, sur un créneau horaire court. Là où aller grimper en falaise prend un après-midi complet ». Le directeur d'Arkose Genevois complète : « Quand on vit dans le bas de la vallée de l'Arve ou même à la frontière suisse, il y a un peu de route pour aller grimper en falaise. C'est pour ça qu'on renouvelle nos blocs en permanence. »

Bon point pour l'avenir de la montagne

En Haute-Savoie, les salles d'escalade sont aussi beaucoup prisées par les professionnels comme les guides haute et moyenne montagne, les alpinistes ou autres. Le lieu est vu comme lieu d'entraînement. Bien que les salles d'escalade se multiplient en France, elles restent pour le moins encore peu présentes en Haute-Savoie. Et si comme tout business, elles restent en concurrence, pour Esther Larios, elles se complètent : « Les grimpeurs aiment changer, grimper un jour dans une salle, un autre jour dans une autre. La demande est tellement forte, que même si on s'est implanté dans la vallée, les salles restent pleines. Un grimpeur vient en moyenne 2 à 3 par semaine, donc beaucoup bougent entre différents lieux. [...] Cet hiver, on a eu aussi beaucoup de touristes qui sont venus. À Saint-Gervais, le forfait de ski n'est plus que sur 4 jours, cela permet de découvrir autre chose sur la dernière journée. » Et face à un monde de la montagne qui tend à se diversifier pour sortir du modèle du tout ski, la pratique « indoor » de l'escalade en hiver, arrive telle une aubaine.

ALEXANDRA REY

ALEXANDRA.REY@LEFAUCIGNY.FR



La restauration se passe en terrasse

Benoît Vidal, bien dans sa nouvelle « Maison » sur les hauteurs d'Annecy

À peine installé dans sa *Maison Benoît Vidal - Sur les bois* surplombant Annecy, le chef Catalan se voyait couronné de deux étoiles par le Guide Michelin. Une récompense tombée à point nommé pour un créateur dont l'alchimie gustative consiste à dépayser tout en finesse sa cuisine à partir de produits locaux.

Il n'aura pas mis longtemps avant de se remettre en selle. Quelques petits mois à peine après avoir posé ses ustensiles dans son nouveau restaurant de la route de Thônes, sur les hauteurs d'Annecy, Benoît Vidal a retrouvé les deux étoiles Michelin qu'il avait dû laisser à Val d'Isère, faute d'avoir pu racheter l'établissement dans lequel il officiait depuis des années. Le propriétaire des lieux ayant préféré vendre le bâtiment à un promoteur pour le transformer en une résidence de luxe. La dernière mouture du célèbre guide, sortie début avril, apparaît donc comme une belle récompense pour le grand chef qui, en toute modestie, ne s'attendait pas à un retour de fortune aussi rapide. C'est donc tout sourire qu'il savoure cette nouvelle aventure culinaire, encore plus motivante qu'il est enfin chez lui.

C'est là, dans ce havre de paix, à quelques minutes de l'effervescence de la ville, qu'il distille une cuisine tout en finesse, en parfaite adéquation avec le personnage, Catalan d'origine, nourri aux parfums du sud-ouest de la France et Savoyard de cœur.



La noisette dans tous ses états



Benoît Vidal, heureux dans sa nouvelle cuisine

Certes, les préparations sont réalisées avec suffisamment de subtilité pour ne laisser aux gourmets que le plaisir du palais. Mais derrière cette apparente simplicité, cette aisance dans la mise en bouche, se cache une parfaite maîtrise de la cuisson, un extraordinaire travail technique et un respect millimétré du produit. Ainsi, malgré l'explosion de saveurs qui se dégage de chaque assiette, tous les ingrédients trouvent leur place. Comme si le chef avait extrait toute la puissance gustative du moindre élément passé entre ses mains. On ne boudera pas devant ces petits rouleaux de filets de perche grillés à la chair moelleuse et tendrement confite, servis dans un bouillon aux mousserons frais et champignons séchés, le tout accompagné

d'un cannelloni de mousseron. L'aspect concentré du bouillon, tout comme son léger acidulé qu'on pourrait croire juste agrémenté d'une pointe de vinaigre balsamique provient en fait d'une savante macération de chutes de légumes dont le chef garde le secret.

On retrouvera la même alchimie dans ces tronçons de féra marinés à la japonaise, tendres à souhait et parfumés d'une saveur délicatement iodée qui donne au poisson d'eau douce une expression méditerranéenne. La préparation se marie parfaitement avec les pousses de petits pois et le jus à l'ail des ours dont la légère acidité peut, là aussi, laisser croire qu'il provient d'une pointe de gingembre. Ce qui serait trop simple...



Le pavé de saumon de fontaine, entouré de carotte et plongé dans une sauce à la berce

La philosophie du chef se dévoile peu à peu. Elle devient évidente lorsqu'on plonge d'abord le regard, puis le couvert dans un pavé de saumon de fontaine dont la couleur orangée se fond avec les coloris assortis des carottes présentées en différentes textures et températures qui l'entourent. Le tout, plongé dans une sauce à la berce, cette plante des montagnes au goût proche de la mandarine, qui apporte à l'ensemble l'acidulé de l'agrumes, sans l'amertume. Les papilles étant stimulées par une petite couverture de graines d'amarante soufflées et de la poudre de citron noir.

Les desserts ne sont pas en reste, avec cette déclinaison de noisettes torréfiées, en glace, en crème, en sauce, en nougatine, en bâtonnets aux parfums concentrés... Ou encore, sa « fraîcheur de fraises » mara des bois et rhubarbe dont seuls les sucres naturels viennent caresser les papilles.

L'œuf à l'oseille

Et c'est là que l'évidence saute à la bouche. Benoît Vidal vient de réaliser la parfaite synthèse entre les saveurs catalanes de son enfance et le terroir savoyard qu'il sublime à la perfection. Ainsi, la berce cueillie localement se présente comme un clin d'œil savoyard du Catalan. Tout comme l'utilisation des chutes de produits locaux lui donne l'occasion de dépayser sa cuisine en n'utilisant que des ingrédients de nos montagnes. Le tout, influencé par ses jeunes années. Car si ses parents n'étaient pas du métier, le goût de la cuisine n'a pas manqué de sauter une génération, entre un grand-père boucher-charcutier

et une grand-mère « *excellente cantinière* ». Mais ce qui l'a surtout marqué, et qui transparaît dans pratiquement toutes ses compositions, c'est « l'œuf à l'oseille » que lui cuisinait sa grand-mère. « *C'est ma madeleine de Proust* », alliant l'acidité de la plante à l'onctuosité enveloppante de l'œuf. Un contraste de saveurs qui lui a donné envie, très tôt, de consacrer sa vie à l'art culinaire. « *À 7 ans, j'étais déguisé en cuisinier pour carnaval et je disais que j'aurai un restaurant.* » Promesse tenue ! Il s'empressera d'autant plus vite d'entrer en apprentissage au CFA de Perpignan qu'il se sentait « *mal à l'aise à l'école* » et plutôt dans son élément au fourneau, où il peut exprimer à la fois sa sensibilité et

son hyperactivité. « *La cuisine est un terrain de jeu où je me suis trouvé une place* », sourit-il avec gourmandise. Avant même d'attendre les résultats du CAP, le jeune homme fera son entrée dans la cour des grands via un poste dans un établissement parisien qui décrochera même sa deuxième étoile l'année d'après. Une réussite qui lui ouvrira ensuite les portes de l'Arpège, chez le chef triplement étoilé Alain Passard, mais « *je ne voulais pas rester à Paris* ». Il préférera retourner dans le Sud pour entamer un parcours dans la voie lactée de Michel Trama (1 étoile) à Puymiroir (Lot-et-Garonne), Michel Guérard (3 étoiles) à Eugénie-les-Bains (Landes), ou encore Régis Marcon (3 étoiles) à Saint-Bonnet-le-Froid (Haute-Loire), avant de prendre le poste de chef des cuisines du château de Divonne. Et enfin Val d'Isère, où il devra se faire au stress de l'activité saisonnière, entre coups de feu à répétition et moments de calme plat.

Aujourd'hui, Benoît Vidal se dit heureux d'avoir trouvé un endroit plus calme qu'il est en train d'aménager à sa convenance pour lui ressembler, c'est-à-dire un lieu accueillant, chaleureux, où il est d'autant meilleur de s'asseoir à la table que les tarifs sont (pour l'instant encore) abordables pour un établissement de cette qualité, avec un menu d'appel, le midi en semaine, à 65 euros ou une formule « bistro » allant de 32 à 39 euros.

SERGE COSTE

SERGE.COSTE@LEFAUCIGNY.FR



Quand la féra rivalise avec ses congénères méditerranéens...



© Turbine sciences

Une nuit au musée... dans la Yaute

Elle revient tous les ans depuis 2005, et à travers toute l'Europe, pour le plaisir des petits et des grands. La Nuit européenne est devenue un moment phare du monde de la culture. Pour l'occasion, 14 musées haut-savoyards ont ouvert leurs portes en cette soirée du 18 mai 2024. Retour sur les expositions... et ce qu'il en reste à visiter dans les prochains mois.

Chaque année, la Nuit européenne des musées propose de venir découvrir le patrimoine culturel le temps d'une soirée, parfois à travers des expositions temporaires ou spécialement conçues pour l'occasion. En Haute-Savoie, 14 établissements culturels ont joué le jeu à travers tout le territoire. De Rumilly à Thônes, en passant par Saint-Gervais ou encore Les Gets, chacun a présenté ses expositions, souvent sous forme de parcours ludique.

Au musée des cristaux, à Chamonix

La Nuit a été un réel succès pour le Musée des Cristaux avec près de 655 visiteurs, soit un peu plus de 200 personnes supplémentaires que les années précédentes.

Lors de l'événement, on pouvait se balader dans le musée à l'aide de lampe torche, frontale et autre source de lumière pour en découvrir les cristaux scintillants dans la pénombre. Une gemmologue était également présente pour donner des précisions, comme, par exemple, la façon dont elle connaissait le poids du cristal. Des animations qui ont fortement conquis les visiteurs, majoritairement des habitants de la vallée. Pour les plus curieux, l'exposition actuelle *La collection Raymond Thibault* est visible en entrée libre pour 7 € en tarif plein et ce jusqu'en 2027. Les visites guidées avec un cristallier sont également possibles tous les jeudis après-midi en période de vacances scolaires.

À Annecy, au cœur de la Turbine Sciences

Ce soir-là, 4 expositions étaient disponibles à la Turbine Sciences d'Annecy et 307 personnes les ont arborés. Pour les tout-petits, la mini-fouille, faisant partie de l'exposition *Fouille faire fouille* disponible tout au long de l'année (tarif plein 5 €), pour les plus grands *Archéo, une expo à creuser*, permettant la découverte de l'archéologie à travers des jeux et des lectures, sans la partie fouille cette fois-ci, car trop chronophage. Elle est néanmoins disponible le reste de l'année sous réservation de créneau horaire. Pour l'occasion, le musée a réalisé un partenariat avec la médiathèque de la ville qui proposait un stand de lecture



Écomusée de Thonon à visiter tout l'été

et des mini-conférences sur les fraudes en archéologie. Une table interactive était également présente, permettant la création quasi instantanée de mini-film. Cette dernière se balade à travers tout le département et peut être empruntée par chaque médiathèque.

Au musée de l'horlogerie et du décolletage

Une ambiance différente de celle habituelle, celle de la nuit. Ce sont plus d'une centaine de visiteurs dont le cœur a penché du côté du musée de l'horlogerie et du décolletage pour ce samedi soir. Au programme, une visite guidée et un jeu de rôle dans lequel patrons et ouvriers devaient trouver les astuces pour ne pas mettre en faillite l'usine après avoir eu les informations nécessaires au bon déroulement lors de la visite. Les deux créneaux proposés par le musée ont permis une ambiance intimiste qui a plu aux petits et aux grands. Pour ce lieu, la visite guidée est à retrouver tout au long de l'année (tarif 7 €) et le jeu sera à nouveau proposé dans les prochains mois, pas avant cet été selon les représentants du lieu. À surveiller...

Écomusée de la pêche et du lac et musée du Chablais, à Thonon-les-Bains

Dans la commune frontalière ce ne sont pas un mais deux musées qui ont pris part à la Nuit européenne des musées et qui ont accueilli près de 800 personnes. Au musée du Chablais, le thème était celui de l'empire à l'occasion de l'entrée de la

ville dans le réseau des villes impériales en mars dernier. Il proposait des expositions, des visites de 15 minutes, un espace game, des stands et même un concert. De son côté, l'écomusée de la pêche et du lac mettait à disposition des visites guidées, ainsi qu'une exposition le long de la promenade du port, désormais disponible

toute l'année. Pour les mois à venir, le thème de l'empire sera à retrouver lors de la Journée du patrimoine en septembre ou encore les 24 et 25 août prochains avec une reconstitution d'un campement militaire napoléonien à côté du château de Ripaille. Pour l'écomusée, l'ouverture officielle arrive le 1^{er} juin prochain et la lecture de conte initialement prévue, mais malheureusement annulée lors de la Nuit des musées, n'est que partie remise et devra rejoindre la programmation dans les prochains mois. Le musée du Chablais est ouvert toute l'année au tarif plein de 3 € et gratuit tous les dimanches.

Contrairement aux idées reçues, la nuit au musée et son côté ludique ont attiré certes des familles avec enfants, mais aussi beaucoup de jeunes adultes, en couple ou en groupe d'amis venus passer la soirée du samedi autour d'une exposition haut-savoyarde. Cet événement est une date importante pour les musées qui bénéficient d'une plus large visibilité du grand public sur ces lieux.

ALEXANDRA REY

ALEXANDRA.REY@LEFAUCIGNY.FR



Faire le tour du cadran à Cluses

Mélange des genres à la Villa du Parc

Laurie Dall'Ava était l'une des invités de l'exposition d'art contemporain. Repérée l'été dernier lors d'une expo par la directrice Garance Chabert, en résidence à la Chapelle « Michel Butor » à Lucinges.

Artiste dans l'âme, née en 1982 dans le Gers, diplômée de l'École nationale supérieure de la photographie d'Arles, Laurie Dall'Ava obtient l'année suivante un post-diplôme au Centro de la Imagen de Limà, au Pérou. Pour son œuvre, elle est partie du « vivant » de la classe appelé Les archées. Ce sont des bactéries résistantes, capables de vivre dans des volcans. Elles se situent aux origines de la vie. Laurie a choisi ce thème pour débiter et façonner sa création, d'après une sélection de photographies et d'archives très variées, alliant la science contemporaine en milieu botanique et la biologie, où elle a pu récupérer des archives dans les laboratoires pharmaceutiques. Elle explique que « ces traces sont comme une sorte de fantômes, d'images, qui sont réactivées dans l'espace, avec des niveaux de gris. Ces images sont flottantes comme les cyanobactéries, des algues à la surface d'un lac ». Il y a aussi des formations géologiques appelées des stromatolites formées, il y a environ 3,5 milliards d'années. Son œuvre est donc une alliance entre le début de la vie et des parchemins d'écritures sérigraphiées, datant du 4^e siècle. Avec la page d'un manuscrit médié-



Laudine Dard



Laudine Dard, Laurie Dall'Ava et Amelia Feuer

val, on avance avec un livre sur le langage des fleurs du 19^e siècle.

Art et chimie

C'est une exposition plutôt poétique qui met en relation photos et archives à un pigment vert émeraude, qu'elle élabore avec son compagnon passionné de sciences. Il est épistémologue de formation et étudie la connaissance scientifique. Le duo a essayé de stabiliser un pigment à base de chlorophylle et de cyanobactéries, ils seraient les premiers organismes à avoir fabriqué de l'hydrogène. Ce pigment vert organique et végétal est la base pour réaliser des tableaux et images liés à un liquide, qui a la particularité de s'effacer, car la chlorophylle s'oxyde et se dégrade sous l'effet de la lumière et des UV. Le but a été de réaliser une sorte de chimie, mettant en valeur cette couleur.

Poétesse contemporaine

Dans la même salle, le public a pu apprécier Amelia Feuer, jeune chanteuse soprano franco-américaine qui vit en France depuis

12 ans, naviguant entre Paris et Genève. Elle a chanté sur toutes les scènes d'Europe, voyagé un peu partout dans le monde. À travers son art elle a partagé un moment très intense et émouvant, avec Laudine Dard une harpiste de talent, qui a étudié aux Conservatoires de Genève, où elle a été récompensée par de nombreux prix. Elle donne également des cours aux plus jeunes afin de leur transmettre sa passion. Les deux artistes ont offert, avec Amelia Feuer, un duo étonnant d'une qualité exceptionnelle interprétant des œuvres du répertoire lyrique et instrumental réunissant Hildegard de Bingen, Barbara Strozzi, Henriette Renié et Arvo Pärt. Pour clôturer la soirée, le Duo « Passepartout » formé par la pianiste italienne Nicoletta Favari et l'italo-américain Christopher Salvito aux percussions ont interprété des morceaux musicaux électros, autour de l'image du quartz.

ALAIN AYME

REDACTION@LEFAUCIGNY.FR

PAR JEAN-PIERRE ANDREYON



© 20th Century Studios

LA PLANÈTE DES SINGES : LE NOUVEAU ROYAUME

D'espèce à espèce

► Dans cette jungle impénétrable, quels sont ces bosquets d'arbres gigantesques ? Où l'on peut distinguer, dans l'interstice des branches, des fragments de maçonnerie, des encadrements de fenêtres délabrées, tout ce qui subsiste de feu l'Empire des Hommes... Eh oui, concernant *La planète des singes*, cinquante-six ans ont passé depuis le chef-d'œuvre de Franklin J. Schaffner, et sept depuis le dernier métrage dû à Matt Reeves. Mais nos cousins évolués sont toujours les maîtres de la planète dont ils ont hérité, où l'on pénètre par ces longs travellings à travers une nature resplendissante.

Rencontrer l'autre

Ne reste qu'à en aborder les habitants, soit une tribu arboricole de pacifiques chimpanzés, vivant avec des aigles qui pêchent pour eux et dont la communication se fait avec

le chant. Un peuple heureux, débarrassé de la lie humaine ? Non, car la communauté est brusquement attaquée par les guerriers du Tyran Maximus Caesar, d'où massacre, incendie et survivants faits prisonniers, ne laissant au jeune Noa que la possibilité de fuir. Le film de 2 h 25 de Wes Ball le suit dans les rencontres qu'il fera, le sage orang-outan Kara ou l'humaine sauvage Nova, qui tisseront son destin au fil d'un parcours où l'action, paradoxalement rare, cède la place aux rapports entre espèces, l'approche, la difficile compréhension, et cette question emblématique : qui, d'eux ou de nous, sont les plus humains ?

Une coexistence pacifique ?

Inutile de revenir sur l'absolue perfection des personnages simiesques aux expressions d'une vérité confondante, Owen Teague en Noa tout particulièrement, pour abor-

der le discours d'un métrage moins manichéen qu'on aurait pu croire, témoin cette scène où Nova, la convaincante Freya Allan (que son quasi-retour à l'animalité n'empêche pas d'être vêtue d'un bustier qui ne laisse rien dépasser), étrangle un de ses frères humains passé à l'ennemi sous le regard consterné de Noa. Ou le même, alors qu'il feuillette un vieil album pour enfants, découvrant des images de singes figurés derrière des barreaux, alors que la légende voudrait que jadis hommes et singes aient vécu côte à côte. Après la défaite de Maximus, la paix pourrait-elle tout de même s'installer entre les deux espèces ? Les brèves séquences terminales, quelque peu parachutées à vrai dire, laissent craindre que non, tout en devinant qu'elles annoncent une suite, qu'on peut espérer aussi haute dans l'excellence que le présent opus. ●

ET AUSSI

Un homme en fuite

Paul et Johnny, enfants de Rochebrune, petite ville de la Meuse, vivent dans les pages de *L'Île au trésor*. Et puis le temps passe, l'un part, l'autre reste, la crise est là, qui met sur le tapis, entre chômeurs et grévistes, ce qu'il reste de l'usine qui faisait vivre la région. De là à ce que, croyant bien faire, Johnny commette une grosse bêtise... Sous un ciel bas, dans une grisaille perpétuelle, le film de Baptiste Debraux, porté par Bastien Bouillon en fantôme de passage et Léa Drucker en inspectrice traquant la vérité, pourrait, malgré un romantisme un peu trop appuyé, illustrer la devise de Manchette selon laquelle toute réalité (sociale) est policière.

Comme un lundi

Les *salarymen* d'une agence de pub, dont la jeune Yoshikawa, bien décidée à s'élever dans la hiérarchie, se réveillent un lundi matin au bureau où ils ont passé la nuit parce qu'au Japon, le boulot, c'est sacré. Ils vont vite se rendre compte, grâce notamment à la persistance d'un pigeon à venir s'écraser contre un carreau, que ce lundi va se répéter indéfiniment. Pourquoi et comment s'en sortir ? Qui fera immédiatement le lien avec ce chef-d'œuvre qu'est *Un jour sans fin* tombera de haut devant ce produit signé Ryo Takebayashi sans suspense ni charme. Copier, tske, tske, c'est pas bien !

DU VENDREDI 24 MAI
AU DIMANCHE 2 JUIN 2024

L'Agenda des sorties

VENDREDI 24 MAI

THÉÂTRE

Téléphone-moi

De Jean-Christophe Dollé. Mise en scène Clotilde Morgiève et Jean-Christophe Dollé. Par la Cie Fouic Théâtre. Avec Solenn Denis, Stéphane Aubry, Jean-Christophe Dollé et Clotilde Morgiève. Dans le cadre de la saison de la Maison des arts du Léman. 20h30. De 22 à 25€. Théâtre Maurice Novarina, avenue d'Évian, Thonon-les-Bains 04 50 71 39 47

HUMOUR

Laura Domenge

«Une nuit avec Laura Domenge». 20h. De 8 à 19€. Salle Léon Curral, 213, avenue Albert-Gruffat, Sallanches 04 50 91 56 46

Philippe Lellouche

«Stand alone». 20h30. 29€. Casino de Saint-Julien-en-Genevois, route d'Annecy, Saint-Julien-en-Genevois 04 50 49 17 17

Thaïs

«Thaïs, hymne à la joie». 20h. De 27 à 32€. Théâtre Les Allos, 14, place des Allobroges, Cluses 04 50 98 97 45

MAGIE

À vue

Cirque et magie performative. De et avec Maxime Delforges et Jérôme Helfenstein. Mise en scène Fabien Palin. Par la Cie 32 Novembre. 20h30. De 8 à 19€. Quai des Arts, place d'Armes, Rumilly 04 50 01 46 60

MUSIQUE CLASSIQUE

FugaCités

Concert chorégraphié. Musique baroque et cultures urbaines. Avec Jérôme Oussou, hip-hop ; Mehdi Krüger, slam ; et l'ensemble du Concert de l'Hostel Dieu (dir. Franck-Emmanuel Comte). 20h. De 5 à 15€. Parvis des Fiz, 255, rue Arsène-Poncet, Passy - 04 50 55 34 10

MUSIQUE DU MONDE

Trio Kafé Gáta

Musiques modales d'Europe orientale. Avec Mélina Vlachos (voix, oud et guitare), Nils Kassap (clarinette et clarinette basse) et Thomas Lauret (voix, violon et guitare). Dans le cadre des Chemins de traverse. 20h. De 14 à 16€. Salle polyvalente, Orcier - 04 50 71 39 47

CIRQUE

Wonder petrol

D'Aurélien Prost. Mise en scène Facundo Diab. Par la Cie Cirque Rouages. Avec Aurélien Prost, Émilien Agate, Zoranne Serrano... Dans le cadre de la saison de L'Agora. 20h30. GRATUIT Château des Sires de Faucigny, 104, place de l'Église, Bonneville 04 50 97 01 92

VISITE GUIDÉE

Le Printemps des cimetières

9^e édition. Thème : «les femmes dans les cimetières». Visites guidées, conférences, circuits découverte, visites théâtralisées, expositions... Jusqu'au 26 mai. En Haute-Savoie printempsdescimetieres.org

ANIMATION NATURE

18^e Fête de la nature

Découvertes de sites, randonnées guidées, séances d'observation, visites de jardins privés, ateliers pédagogiques... Jusqu'au 26 mai. GRATUIT En Haute-Savoie - fetedelanature.com

SAMEDI 25 MAI

MUSIQUE CLASSIQUE

Chœur Pro Musica

Avec des solistes et des musiciens de l'Ensemble baroque du Léman (direction Gonzalo Martinez). Œuvres de Michael Haydn. Les 25 et 26 mai. Sam 20h30. Dim 17h30. 25€. Cathédrale Saint-Pierre, rue Jean-Jacques Rousseau, Annecy - 04 50 71 39 47

MUSIQUE DU MONDE

Trio Kafé Gáta

Musiques modales d'Europe orientale. Avec Mélina Vlachos (voix, oud et guitare), Nils Kassap (clarinette et clarinette basse) et Thomas Lauret (voix, violon et guitare). Dans le cadre des Chemins de traverse. 20h30. De 14 à 16€. Théâtre du Casino, quai Baron-de-Blonay, Évian-les-Bains - 04 50 71 39 47

Youssoupha

«Gospel symphonique expérience». Gospel et rap. 20h30. De 10 à 30€. Château Rouge, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

JEUNE PUBLIC

Je suis tigre

Danse, acrobatie et dessin live. Mise en scène et chorégraphie Florence Bernad. Par le groupe Noces. 10h30. De 5 à 10€. Dès 6 ans. Le Pôle, 363, allée du Collège, Alby-sur-Chéran - 04 50 68 11 99

VISITE GUIDÉE

Le Printemps des cimetières

Voir le 24 mai.

ANIMATION NATURE

18^e Fête de la nature

Voir le 24 mai.

DIMANCHE 26 MAI

CABARET, COMÉDIE MUSICALE

Requiem pour du pognon

Comédie musicale. De Jacques Gay. Avec les élèves de l'Académie lyricomédies. Dim 26, lun 27, mar 28, jeu 30, ven 31 mai 20h30. De 19,80 à 24,20€. Salle Pierre Lamy, Annecy - 04 50 45 38 68

JEUNE PUBLIC

Aldebert

«Hell'debert – Enfentillages 666». Concert jeune public. 15h, 18h. De 18 à 39€. Dès 5 ans. Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, Annecy 04 50 33 44 00

VISITE GUIDÉE

Le Printemps des cimetières

Voir le 24 mai.

ANIMATION NATURE

18^e Fête de la nature

Voir le 24 mai.

LUNDI 27 MAI

CABARET, COMÉDIE MUSICALE

Requiem pour du pognon

Voir le 26 mai.

MARDI 28 MAI

HUMOUR

Vérino

«Focus». Dans le cadre de la saison de la Maison des arts du Léman. 20h30. De 20 à 35€.

Théâtre Maurice Novarina, avenue d'Évian, Thonon-les-Bains 04 50 71 39 47

CABARET, COMÉDIE MUSICALE

Requiem pour du pognon

Voir le 26 mai.

MERCREDI 29 MAI

THÉÂTRE

Coyote

De Patrice Thibaud. Avec Jean-Luc Debattice, Philippe Leygnac et Patrice Thibaud. Les 29 et 30 mai. Mer 20h30. Jeu 19h30. De 10 à 24€.

Château Rouge, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

RAP, HIP-HOP, SLAM

Rap challenge

Avec Azo, vainqueur du Rap challenge 2023. 20h30. **GRATUIT**

Le Brise Glace, 54 bis, rue des Marquissats, Annecy 04 50 33 65 10

JEUNE PUBLIC

La puce, le chameau et les autres

D'après Jean-Hugues Malineau. De et avec Annette Banneville et Lolita Espin Anadon. Par les Cies Comme sur des roulettes et LEA. 15h30, 17h30. De 8 à 14€.

Dès 3 ans. **Château Rouge**, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

Nos petits penchants

Théâtre d'objets. De Pierre-Yves Guinais et Yoanella Stratman. Par la Cie des Fourmis dans la lanterne. Avec Pierre-Yves Guinais (ou César Lafont), Yoanella Stratman (ou Claire-Marie Daveau) et Corinne Amic (ou David Chevallier). 18h. De 7 à 11€.

Dès 7 ans.

Salle Léon Curral, 213, avenue Albert-Gruffat, Sallanches 04 50 91 56 46

JEUDI 30 MAI

THÉÂTRE

Coyote

Voir le 29 mai.

CABARET, COMÉDIE MUSICALE

Requiem pour du pognon

Voir le 26 mai.

VENDREDI 31 MAI

CHANSON

Thomas Marty

«Allez, la bise !».

20h. Complet.

Arcadium, 32, boulevard du Fier, Annecy 04 50 88 38 74

CABARET, COMÉDIE MUSICALE

Requiem pour du pognon

Voir le 26 mai.

CINÉ-CONCERT

Come Prima

BD-concert. D'après la BD d'Alfred. Musique de Splendor in the grass. 20h. De 10 à 20€.

Espace Louis Simon, 10, rue du Châtelet, Gaillard - 04 50 92 23 85

DANSE

Système Castafiore

«Postcard». Chorégraphie Marcia Marcellos. Avec Caroline Chaumont, Daphné Mauger, Sara Pasquier...

Dans le cadre de la saison de la Maison des arts du Léman. 20h. De 20 à 30€.

Théâtre Maurice Novarina, avenue d'Évian, Thonon-les-Bains - 04 50 71 39 47

ANIMATION NATURE

Rendez-vous aux jardins

21^e édition. Thème : «Les cinq sens au jardin». Portes ouvertes. Ateliers, visites de serres, animations vidéo, photographies, concerts... Les 31 mai, 1^{er} et 2 juin.

En Haute-Savoie

rendezvousauxjardins.culture.gouv.fr

ANIMATION SPORTIVE

15^e Vélo vert festival

Grande fête du VTT. Du 31 mai au 2 juin.

Samoëns - 04 50 34 40 28

SAMEDI 1^{ER} JUIN

THÉÂTRE

Monologue culinaire

De Lucie Albon. Par la Cie La Machine à Pingouins. Dans le cadre du festival Plein jour pleine lune. 20h. **GRATUIT**

Faucigny - 04 50 31 46 95

THÉÂTRE MUSICAL

Il était une fois...

Conte musical. Par l'école de musique du Val Montjoie, l'école primaire privée de l'Assomption, l'école élémentaire publique de Bionnay et l'Harmonie municipale de Saint-Gervais. Les 1^{er} et 2 juin. Sam 18h. Dim 16h. **GRATUIT**

Espace Mont-Blanc, avenue du Mont-Paccard, Saint-Gervais-les-Bains 04 50 47 71 62 / 07 86 27 31 72

MUSIQUE CLASSIQUE

Orchestre à vent de la ville d'Annemasse

Concert de printemps. Avec un ensemble de trombones de Haute-Savoie. 20h30. **GRATUIT**

Château Rouge, 1, route de Bonneville, Annemasse - 04 50 43 24 24

OPÉRA

Opéra sous les étoiles

Deux représentations : «L'enfant et les sortilèges» de Maurice Ravel et «Peer Gynt» d'Henrik Ibsen. Dans le cadre de la saison de l'EMC2. 19h. **GRATUIT**

Parc Couttet, 84, chemin de la Tournette, Chamonix-Mont-Blanc - 04 50 53 75 17

CABARET, COMÉDIE MUSICALE

Bergers et bergères en folie

Humour, danses et chansons.

20h30. 18€.

Starting Block, 10, route de l'Église, Bernex - 06 95 24 54 42

JEUNE PUBLIC

(É)mouvoir

Théâtre visuel et marionnettes. De et mise en scène Claire Petit et Sylvain Desplagnes. Par la Cie Entre eux deux rives. Avec Claire Petit et Cécile Doutey. 9h30, 11h, 16h. De 7 à 11€. Dès 6 mois ans.

Salle Léon Curral, 213, avenue Albert-Gruffat, Sallanches 04 50 91 56 46

ANIMATION NATURE

Rendez-vous aux jardins

Voir le 31 mai.

ANIMATION SPORTIVE

15^e Vélo vert festival

Voir le 31 mai.

DIMANCHE 2 JUIN

THÉÂTRE MUSICAL

Il était une fois...

Voir le 1^{er} juin.

ANIMATION NATURE

Rendez-vous aux jardins

Voir le 31 mai.

ANIMATION SPORTIVE

15^e Vélo vert festival

Voir le 31 mai.

ABONNEZ-VOUS



LE CANARD QUI N'A PAS FROID AUX PLUMES!

LE FAUCIGNY

UNE AUTRE INFO EST POSSIBLE



Profitez de nos suppléments
et de nos supports « papier »
et numériques



Pour faciliter la bonne prise en charge de votre abonnement,
veuillez privilégier le paiement en ligne sur : [sur www.lefaucigny.fr](http://www.lefaucigny.fr) > rubrique «boutique»

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne à l'offre suivante :

- ☐ **60 €** pour 1 an au format numérique
☐ **80 €** pour 1 an France papier + numérique
☐ **105 €** pour 1 an CEE et Suisse

Mes coordonnées :

Société :
Mme ☐ M. ☐ Nom* : Prénom* :
Adresse* :
Code postal* :
Ville* :
Téléphone* : Email* :

* (Obligatoire pour le suivi de votre dossier)

Je choisis mon mode de règlement :

- ☐ Par chèque bancaire (joint) à l'ordre de « Comprà/ Le Faucigny »
☐ Par prélèvement automatique (joindre un RIB)
Mandat SEPA à télécharger sur http://affiches.fr/SEPA_AGD.pdf

Date et Signature :

☐ J'ai pris connaissance des conditions générales
de vente et d'abonnements spécifiées (CGV)**

* Champs obligatoires

Prix de vente du Faucigny en kiosques : 1,80€ (soit 91,80 € pour 51 numéros + suppléments).

** CGV téléchargeables sur http://affiches.fr/CGV_AGD.pdf

À retourner à «Le Faucigny»
Service Abonnements, 6, avenue de l'Europe,
CS 10006, 38029 Grenoble cedex 2
abonnements@lefaucigny.fr

FAUPP2024

LE FAUCIGNY

Le France - 2, avenue de la Gare
74200 Thonon-les-Bains
Mail : prenom.nom@lefaucigny.fr

Directeur de la publication : Serge Coste
Rédactrice en chef : Nancy Wanot
Rédaction : Serge Coste, Arnaud Fallier
et Nancy Wanot
redaction@lefaucigny.fr

Dessins : Kaya, Cédou REC-A

**Annonces légales juridiques, judiciaires
et vie des sociétés :** juridique74@compra-legales.fr
04 81 07 05 04

Chargée d'affaires annonces légales :
Marie-Françoise Gollion / 07 64 26 37 52

**Appels d'offres, marchés publics, collectivités
et administrations :** 04 76 84 32 02

Publicité : publicite@lefaucigny.fr

Abonnements et Diffusion :
abonnements@lefaucigny.fr
04 81 07 05 15

Maquette et mise en page :
Mélanie Pacthod, graphiste indépendante

Impression, façonnage :
Rotimpres, 17181 Aiguaviva (Girona)
Éditeur Savoie Éditions / Comprà Sas
R.C.S. Grenoble 798 096 459
Dépôt légal : à parution
CPPAP : 0225 C 84161
N° ISSN : 0991-1987

Offre valable jusqu'au 31/12/2024

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

Série France entière

	ENSEMBLE DES MÉNAGES		MÉNAGES URBAINS
	Ensemble y compris tabac	Hors tabac	Hors tabac
2023 (base 100 en 2015)			
MARS	116,79	115,92	115,33
AVRIL	117,50	116,61	115,94
MAI	117,44	116,54	115,85
JUIN	117,65	116,75	116,00
JUILLET	117,71	116,81	115,77
AOÛT	118,89	118,00	116,94
SEPTEMBRE	118,26	117,37	116,58
OCTOBRE	118,43	117,54	116,79
NOVEMBRE	118,23	117,33	116,69
DÉCEMBRE	118,39	117,50	116,82
2024			
JANVIER	118,19	117,16	116,43
FÉVRIER	119,21	118,15	117,43
MARS	119,47	118,40	117,72

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Données CVS-CJO,
Base et référence 100 en 2010

TRIMESTRE	INDICE	VARIATION ANNUELLE EN %
1 ^{er} TRIM. 2023	138,61	+ 3,49
2 ^e TRIM. 2023	140,59	+ 3,50
3 ^e TRIM. 2023	141,03	+ 3,49
4 ^e TRIM. 2023	142,06	+ 3,50
1 ^{er} TRIM. 2024	143,46	+ 3,50

INDICE NATIONAL DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

Trim.	1 ^{er}	Moy. 1 ^{er}	2 ^e	Moy. 2 ^e	3 ^e	Moy. 3 ^e	4 ^e	Moy. 4 ^e
2021	1822	1783,75	1821	1800,75	1886	1831	1886	1853,75
2022	1948	1885,25	1966	1921,50	2037	1959,25	2 052	2 000,75
2023	2 077	2 033	2123	2 072,25	2 106	2 089,50	2 162	2 117

INDEX NATIONAL BÂTIMENT BT 01

Depuis octobre 2014, calcul avec base 100 en 2010

	Index du mois de révision I.P.D. initial			X 5,501 (I.P.D. juin 1977) 157,9 (index B.T. 01 juin 1977)			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
JANVIER	110,1	111,8	114,4	121,4	128,4	130,8	
FÉVRIER	110,3	111,8	115,2	122,2	129,7	131,0	
MARS	110,6	111,7	116,1	123,3	130,6	nd	
AVRIL	110,9	111,5	116,3	124,9	130,5	nd	
MAI	111,0	111,7	116,6	126,4	130,3	nd	
JUIN	111,2	112,0	117,5	127,2	130,3	nd	
JUILLET	111,2	112,0	118,5	127,7	129,7	nd	
AOÛT	111,6	112,2	118,5	127,9	130,6	nd	
SEPTEMBRE	111,4	112,3	118,6	127,1	130,2	nd	
OCTOBRE	111,4	112,9	119,1	127,2	130,3	nd	
NOVEMBRE	111,3	113,2	119,5	127,2	130,3	nd	
DÉCEMBRE	111,6	113,6	119,7	126,8	130,6	nd	

SMIC MINIMUM GARANTI

Base légale 151,67 h/mois	Smic horaire	Minimum garanti horaire
1/08/2022	11,07 €	3,94 €
1/01/2023	11,27 €	4,01 €
1/05/2023	11,52 €	4,10 €
1/01/2024	11,65 €	4,15 €

Montant Smic brut mensuel

AU 1/01/2024 : **1 766,92 €**

FINANCES

MARCHÉ INTERBANCAIRE (29/04/2024)	
ESTER (ancien EONIA)	3,907 %
EURIBOR À 1 MOIS	3,862 %
EURIBOR À 6 MOIS	3,825 %

Taux d'intérêt légal pour le 1^{er} semestre 2024 :
5,07 % (professionnels) ; **8,01 %** (particuliers)

PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

au 1/01/2024 : **3 864 €** (rappel au 1/01/2023 : 3 666 €)

MARCHÉ DU TRAVAIL EN HAUTE-SAVOIE

DEMANDEURS D'EMPLOI	Nov. 2023	Déc. 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
CATÉGORIES A, B, C, D, E	70 490	69 460	69 960	69 440	68 480
TAUX DE CHÔMAGE (en % de la population active)	4 ^e TRIM. 2022	1 ^{er} TRIM. 2023	2 ^e TRIM. 2023	3 ^e TRIM. 2023	4 ^e TRIM. 2023
HAUTE-SAVOIE	5,2	5,2	5,2	5,5	5,7
AUVERGNE RHÔNE-ALPES	6,1	6,1	6,2	6,4	6,5
FRANCE	7,2	7,1	7,2	7,4	7,5

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

INDICE DU COÛT HORAIRE DU TRAVAIL – TOUS SALARIÉS

ICTREV - TS, base 100 en déc. 2008	Juin 2023	Juil. 2023	Août 2023	Sept. 2023	Oct. 2023	Nov. 2023	Déc. 2023
INDUSTRIES MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES	135,5	136,0	136,4	136,8	137,1	137,4	137,6
COMMERCE	130,7	131,1	131,5	132,0	132,4	132,8	133,2
FINANCE, ASSURANCE	139,6	140,0	140,4	140,9	141,2	141,5	141,9
SERVICES ADMINISTRATIFS, SOUTIEN	133,3	134,0	134,6	135,2	135,7	136,2	136,8

INDICE NATIONAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

DONNÉES CVS-CJO, base et référence 100 en 2010	Juil. 2023	Août 2023	Sept. 2023	Oct. 2023	Nov. 2023	Déc. 2023	Janv. 2024	Fév. 2024
INDUSTRIES BE	99,4	99,0	98,6	98,1	98,6	99,6	100,0	100,3

ANNONCES LÉGALES

En application de l'arrêté du 14 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, paru au Journal Officiel du 28 décembre 2023, le tarif du caractère (applicable aux annonces non forfaitisées) est fixé, pour la Haute-Savoie, à 0,183 euro hors taxe pour l'année 2024.

Les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce, publiées dans des SHAL, supports habilités à recevoir des annonces légales, sont librement consultables sur : www.actulegales.fr

VENTES ET LOCATIONS GÉRANCES

F2024J20757



Cession de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date à SALLANCHES du 30 avril 2024, enregistré au Service des Impôts d'ANNECY le 16 mai 2024, dossier 2024 00024529, référence 7404P01 2024 A 01381,

Monsieur Bernard BOTTOLIER-CURTET, demeurant 401 Chemin du Pormonet - 74700 DOMANCY, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY sous le numéro 607 112 539, A CEDE

à la société SAVOIE VAISSELLE, société par actions simplifiée au capital de 7 500 euros, dont le siège social est 401 Chemin du Pormonet - 74700 DOMANCY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY sous le numéro 448 533 976,

un fonds de commerce non sédentaire de négoce de vaisselle détail et professionnel, produits de décoration de maison et articles décors, sis 401 Chemin du Pormonet - 74700 DOMANCY et exploité sur diverses places de marché, moyennant le prix de 12.000 euros.

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 31 mars 2024 à minuit.

L'acquéreur est immatriculé au RCS d'ANNECY.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, au cabinet ARCANÉ JURIS, 305 rue Pellissier - 74700 SALLANCHES. Pour avis

CONSTITUTIONS

F2024J20746



Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à CHAMONIX MONT

BLANC (Haute-Savoie) du 14 mai 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : CHALET DU DOME

Siège social : 239 Chemin des Campanules, 74400 CHAMONIX MONT BLANC

Objet social : L'acquisition, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente exceptionnelle de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question ; Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement ;

La propriété et la gestion ainsi que la vente sans pour autant porter atteinte au caractère civil de la société, d'un portefeuille de valeurs mobilières, contrats et produits de capitalisation, d'assurances-vie, droits sociaux ou autres titres détenus en pleine propriété, nue-propriété, usufruit, quasi-usufruit, par voie d'achats, d'échanges, d'apports, de souscriptions, donations ;

La souscription de tous engagements financiers et d'emprunts en vue de ces opérations ;

L'octroi de toutes garanties, sûretés sur les biens sociaux, contribuant à la réalisation de l'objet social ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Madame Alicia FATTIER demeurant 239 Chemin des Campanules, 74400 CHAMONIX MONT BLANC

Monsieur Paul FATTIER demeurant 239 Chemin des Campanules, 74400 CHAMONIX MONT BLANC

Madame Jacqueline FATTIER demeurant 239 Chemin des Campanules, 74400 CHAMONIX MONT BLANC

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas par décision collective des associés

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de ANNECY.

Pour avis
La Gérance

F2024J20751

HPTec France

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 17.05.2024, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : HPtec France

FORME : Société à Responsabilité

limitée

CAPITAL : 1 000 Euros

SIÈGE : 39 chemin des Ages 74910 ST-GERMAIN-SUR-RHONE

OBJET :

Le négoce d'outillages destinées aux industries,

La maintenance et le service après-vente des matériels et outillages vendus, Toutes activités de conseils aux entreprises, d'assistance et d'accompagnement dans le domaine de la micro-usinage,

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

GERANT : Thomas WIART demeurant ST GERMAIN-SUR-RHONE 74910 - 39 chemin des Ages

DURÉE : 99 années à compter de l'immatriculation au RCS

R.C.S. : Thonon-les-Bains

Pour avis

La gérance

F2024J20772

ISO DPS

AVIS DE CONSTITUTION

ACTE : Par acte sous seing privé en date à ANNEMASSE du 21 Mai 2024.

FORME : Société par Actions Simplifiée

DENOMINATION : ISO DPS

CAPITAL : 1 000 Euros

SIÈGE SOCIAL : 22 rue du bois de la Rose, 74100 VILLE LA GRAND

OBJET SOCIAL : L'aménagement, l'isolation, la sécurisation, la protection de vannes, canaux, tuyaux et ou de tous éléments de transmission ou de communication

DURÉE : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

AGREMENT : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés et y compris en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, de cession à un conjoint un ascendant ou à un descendant qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

PRESIDENT : Monsieur Nicolas EMERIAU demeurant 329 Chemin de Milly, 74380 BONNE

La Société sera immatriculée au RCS DE THONON LES BAINS

F2024J20771



Office notarial Xavier GUILLAUD-BATAILLE

80, Route du Port - Bâtiment H
74410 SAINT-JORIOZ

JYMANAT

Par acte authentique en date du 21/05/2024, il a été constitué une Société Civile dénommée :

JYMANAT

Siège social : SEVRIER (74320), 247 route d'Epagny

Objet : La Société a pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété,

la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration et la location de

tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer

l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question,

en vue d'en faciliter la gestion et la transmission et afin d'éviter qu'il ne soit livré aux

aléas de l'indivision. La mise à disposition gratuite des biens sociaux au profit des associés le cas échéant.

Et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties

à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement et ne remettant pas en cause le caractère civil de la société, notamment à titre exceptionnel

la vente d'un actif immobilier

Durée : 99 ans.

Capital social : 850 000 euros

Gérance : Monsieur Jean-Yves CIERIS et Madame Nathalie PITON, demeurant ensemble à SEVRIER (74320) 247 route d'Epagny.

Cession de parts : Toutes les mutations entre vifs de parts, ou d'un droit démembré sur elle, et même si elles interviennent au profit d'un associé, sont soumises à l'agrément préalable des associés délivré par assemblée générale extraordinaire.

Immatriculation au RCS de ANNECY.

F2024J20749



S.C.P. MONT BLANC OFFICE

Notaires associés

333 rue Pellissier 74700 SALLANCHES
184 Rue des Sorbiers 74300 THYEZ
118 rue Helbronner 74400 CHAMONIX-MONT-BLANC

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Alban ROLLET, notaire associé de la SCP dénommée « Mont-Blanc Office - Société Civile Professionnelle de notaires, titulaire d'offices notariaux à SALLANCHES, THYEZ et CHAMONIX MONT-BLANC », le 15 mai 2024, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

La dénomination sociale est : H.E APPARTEMENT.

Le siège social est fixé à : CHAMONIX-MONT-BLANC (74400) - Résidence ENGUILA - 189 route des Combes.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE HUIT CENTS EUROS (1 800,00 EUR)

Les apports sont :
- Madame Rosanna HUGHES apporte : la somme de NEUF CENTS EUROS (900,00 EUR).
- Madame Gull ENBÄCK apporte : la somme de NEUF CENTS EUROS (900,00 EUR).

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le gérant est Madame Rosanna HUGHES demeurant à CHAMONIX MONTBLANC (74400) Résidence ENGUILA 189 route des Combes.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de ANNECY.

Pour avis

Le notaire.

F2024J20774



CPAR

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros

Siège social : 130 Chemin de La Combe à Bullier

74230 DINGY-SAINT-CLAIR

Société en cours de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : CPAR - NOM COMMERCIAL : Collomb-Patton - **FORME :** Société à Responsabilité Limitée - **CAPITAL :** 1 000 euros en numéraire - **SIEGE SOCIAL :** 130 Chemin de la Combe à Bullier 74230 DINGY-SAINT-CLAIR - **OBJET :** Maintenance courante des aménagements intérieurs, de l'installation et des équipements électriques, thermiques et sanitaires d'un bâtiment ; travaux sanitaires et thermiques, électricité, plâtrerie, peinture, revêtement de sols et murs, isolation thermique et acoustique dans le cadre de la maintenance de bâtiment ; tous travaux de maintenance améliorative, préventive, corrective dans le cadre de travaux de réhabilitation d'une pièce ou d'un local ; agencement intérieur notamment cuisine, salle de bain, bureau et magasin ; location, négoce et vente de matériels ; conseil - accompagnement en maintenance des bâtiments ainsi qu'en travaux d'aménagement et de rénovation ; apport d'affaire en travaux du bâtiment et transactions immobilières ; conseil - accompagnement commercial et marketing - **DURÉE :** 99 ans - **GERANCE :** M. Clément COLLOMB-PATTON, domicilié au siège social - Immatriculation au RCS d'Annecy.

F2024J20752



20 Boulevard du Lycée - 74000 ANNECY

CABINET POTTIER

SARL au capital de 2 000 €

Siège social : 24 rue de la Paix - 74000 ANNECY

RCS ANNECY

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Annecy du 16.05.2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme juridique : Société à responsabilité limitée ;

Dénomination sociale : CABINET POTTIER ;

Siège social : 24 rue de la Paix - 74000 ANNECY ;

Objet social : l'exercice seul ou en commun de la profession d'avocat, telle qu'elle est définie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS ;

Capital social : 2.000 € ;

Gérant : Candide POTTIER (dmt 16 Avenue des Iles - 74000 ANNECY).

Immatriculation de la Société au RCS d'Annecy. Pour avis,

F2024J20730

LISONADE

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 euros

Siège social : 4018 route d'Albertville - 74320 Sevrier

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Sevrier du 13/05/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : LISONADE

Siège social : 4018 route d'Albertville

- 74320 Sevrier

Objet social : Micro-crèche, organisation d'événements, de conférences, d'ateliers avec un intervenant extérieur

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS

Capital social : 1.000 euros

Gérance : Mme Adeline GAPINSKI, demeurant 8 chemin de la Couchette - 74370 Metz-Tessy Immatriculation de la Société au RCS d'ANNECY.

Pour avis

La Gérance

F2024J20731



Avis de constitution

Par acte SSP en date du 13/05/2024, il a été constituée une SCI dénommée :

COLLONGES

Objet : acquisition, location, gestion et administration de biens immobiliers.

Siège social : 2649 route de la Chapelle Rambaud - 74930 PERS-JUSSY

Capital : 1.000 euros

Gérance : M et Mme Gérard et Isabelle ROGUET demeurant tous deux au siège social.

Durée : 99ans à compter de son immatriculation au RCS de THONON LES BAINS.

Cession des parts : agrément des associés quelle que soit la qualité du cessionnaire.

Pour avis,

F2024J20768

KAYA BOUCHERIE EPICERIE LEGUMES

Suivant acte sous seing privé en date du 18 mai 2024 à BOEGE, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : KAYA BOUCHERIE EPICERIE LEGUMES ;

Forme : S.A.R.L. ;

Capital : 5 000 euros ;

Siège social : 45 impasse des Contamines 74930 PERS JUSSY ;

Objet : L'activité de boucherie et épicerie et, plus généralement, toutes opérations de toutes natures, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet ou à tous objets similaires ou connexes ;

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS ;

Gérance : Monsieur Sabahattin KAYA né le 1 janvier 1982 à KULP (TURQUIE) demeurant 55 impasse des rosiers 74970 MARIIGNIER.

La Société sera immatriculée au RCS de THONON LES BAINS.

Pour avis, la Gérance

MODIFICATIONS

F2024J20737

LENEVEU T.P. SARL au capital de 203 450 €. Siège social : 2862, route des Boussages. 74490 ONNION. 948 599 667 RCS ANNECY. L'associé unique, le 1^{er} janvier 2023, a réduit le capital social d'une somme de 46 910 €, pour être ramené de 203 450 € à 156 540 €. La modification des statuts appelle la publication des mentions suivantes ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL. Ancienne mention Le capital social est fixé à 203 450 €. Nouvelle mention Le capital social est fixé à 156 540 €.

F2024J20734



Etude de Maître Jérôme RAY

Notaire à HEYRIEUX (Isère)

16 Avenue du Général Leclerc

Suivant acte reçu par Maître Jérôme RAY, Notaire à HEYRIEUX (Isère), 16 Avenue du Général Leclerc, le 28 mars 2024, a été constaté la cession de la totalité des parts de la société dénommée LA PELA, société à responsabilité limitée au capital de 10.000,00 € ayant son siège social à LES GETS (74260), identifiée sous le numéro SIREN 424016798 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY.

Par : Monsieur Philippe Denis Didier Bernard BAYARD, retraité, demeurant à LES GETS (74260) 2016 route des Chavannes. Né à AMIENS (80000) le 25 mai 1950. Veuf de Madame Brigitte Suzanne Germaine ROGER et non remarié. Non lié par un pacte civil de solidarité. De nationalité française. Résident au sens de la réglementation fiscale.

2^e) Madame Anne Brigitte BAYARD, sans profession, épouse de Monsieur Zeke STEGGALL, demeurant à JINDABYNE NSW 2627 (AUSTRALIE) 7 Caldwell Close. Née à AMIENS (80000) le 25 septembre 1974. Mariée à la mairie d'ANNECY-LE-VIEUX (74940) le 27 septembre 2003 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Gérard BODINIER, notaire à SAINT-JEAN-D'AULPH (74430), le 28 juillet 2003. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. De nationalité française. Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

3^e) Madame Clémence Catherine BAYARD, gérante de société, épouse de Monsieur Bertrand CHEMINAT, demeurant à 2099 CROMER NSW (AUSTRALIE) 34 Evergreen Drive. Née à AMIENS (80000) le 15 avril 1981. Mariée à la mairie d'ANNECY-LE-VIEUX (74940) le 20 septembre 2008 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. De nationalité française. Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

Au profit de : Au profit de Monsieur Michel CIMBAULT, et Madame Noëlle Christiane Elisabeth MIRIGAY, demeurant ensemble à LES GETS (74260) 887 route du Bouchet. Monsieur est né à PARIS 16^{ème} ARRONDISSEMENT (75016) le 2 octobre 1946. Madame est née à LES GETS (74260) le 2 octobre 1949. En conséquence de ladite cession, il est procédé à la modification de la répartition des parts sociales au sein des statuts.

Les statuts sont modifiés comme suit : Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE EUROS (10 000,00 EUR) et il est divisé en 1000 parts sociales de DIX EUROS (10,00 EUR) chacune, entièrement libérées, numérotées de UN (1) à MILLE (1000), et attribuées conformément à la répartition suivante.

TABEAU DE REPARTITION Titulaire Monsieur Michel CIMBAULT Parts 90 Numéros affectés 1 à 90 Titulaire Madame Noëlle MIRIGAY épouse CIMBAULT Parts 910 Numéros affectés 91 à 1000 Aux termes dudit acte, il a été constaté la démission de Madame Clémence BAYARD en sa qualité de gérante, sous réserve du quitus de sa gestion qui sera à l'ordre du jour de l'assemblée générale approuvant les comptes du présent exercice, et décidé à l'unanimité de nommer à compter de la date de signature de l'acte, pour une durée illimitée, comme nouveau gérant : Madame Noëlle MIRIGAY épouse CIMBAULT. Pour avis Le notaire.



Suivant acte reçu par Maître Jérôme RAY, Notaire à HEYRIEUX (Isère), 16 Avenue du Général Leclerc, le 28 mars 2024, a été constaté la cession de la totalité des parts de la Société dénommée SCI LE VIEUX LOGIS, société civile immobilière au capital de 1.524,49 € ayant son siège social à LES GETS (74260), 38 Rue de l'ancienne Fruitière, identifiée sous le numéro SIREN 343225660 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY.

Par : Monsieur Philippe Denis Didier Bernard BAYARD, retraité, demeurant à LES GETS (74260) 2016 route des Chavannes. Né à AMIENS (80000) le 25 mai 1950. Veuf de Madame Brigitte Suzanne Germaine ROGER et non remarié. Non lié par un pacte civil de solidarité. De nationalité française. Résident au sens de la réglementation fiscale.

2°) Madame Anne Brigitte BAYARD, sans profession, épouse de Monsieur Zeke STEGGALL, demeurant à JINDABYNE NSW 2627 (AUSTRALIE) 7 Caldwell Close. Née à AMIENS (80000) le 25 septembre 1974. Mariée à la mairie d'ANNECY-LE-VIEUX (74940) le 27 septembre 2003 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Gérard BODINIER, notaire à SAINT-JEAN-D'AULPH (74430), le 28 juillet 2003. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. De nationalité française. Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

3°) Madame Clémence Catherine BAYARD, gérante de société, épouse de Monsieur Bertrand CHEMINAT, demeurant à 2099 CROMER NSW (AUSTRALIE) 34 Evergreen Drive. Née à AMIENS (80000) le 15 avril 1981. Mariée à la mairie d'ANNECY-LE-VIEUX (74940) le 20 septembre 2008 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. De nationalité française. Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

Au profit de : Au profit de Monsieur Michel CIMBAULT, et Madame Noëlle Christiane Elisabeth MIRIGAY, demeurant ensemble à LES GETS (74260) 887 route du Bouchet. Monsieur est né à PARIS 16ÈME ARRONDISSEMENT (75016) le 2 octobre 1946, Madame est née à LES GETS (74260) le 2 octobre 1949.

En conséquence de ladite cession, il est procédé à la modification de la répartition des parts sociales au sein des statuts. Les statuts sont modifiés comme suit : Le capital social est fixé à la somme de MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE EUROS et QUARANTE-NEUF CENTIMES (1 524,49 EUR) et il est divisé en CENT (100) parts sociales de QUINZE EUROS ET VINGT-QUATRE CENTIMES (15,24 EUR) chacune, entièrement libérées, numérotées de UN (1) à CENT (100), et attribuées conformément à la répartition suivante. TABLEAU DE REPARTITION Titulaire Monsieur Michel CIMBAULT Parts 9 Numéros affectés 1 à 9 Titulaire Madame Noëlle MIRIGAY épouse CIMBAULT Parts 91 Numéros affectés 10 à 100 Aux termes dudit acte, il a été constaté la démission de Monsieur Philippe BAYARD en sa qualité de gérant, sous réserve du quitus de sa gestion qui sera à l'ordre du jour de l'assemblée générale approuvant les comptes du présent exercice, et décidé à l'unanimité de nommer à compter de la date de signature de l'acte, pour une durée illimitée, comme nouveau gérant : Madame Noëlle MIRIGAY épouse CIMBAULT. Pour avis Le notaire.



Cabinet LONJON - MAIGNE & Associés

Société d'Avocats au Barreau d'ANNECY
7 rue Gabriel de Mortillet - 74000 ANNECY

HUGOLIO

Société à responsabilité limitée transformée en société par actions simplifiée

Au capital de 46 039,60 euros
Siège social : 129 allée des Coquelicots 74410 ST JORIOZ
RCS ANNECY 432 211 845

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 16/05/2024, l'associé unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 46 039,60 euros.

L'associé unique a décidé d'étendre l'objet social à la prise de participation dans toutes sociétés et à la gestion desdites participations, à l'acquisition et la gestion de tous biens mobiliers ou immobiliers se rattachant directement ou indirectement aux participations ou prises d'intérêts énumérées aux paragraphes ci-dessus et leur revente éventuelle dans le cadre de cette gestion, à l'acquisition, la souscription, la détention, la cession, l'administration et la gestion, dans un cadre patrimonial, de valeurs mobilières de toute nature dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères et, plus généralement, d'instruments financiers, le placement de sa trésorerie sur des produits ou instruments financiers ainsi que sur valeurs mobilières.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au troisième jour ouvré avant la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur Lionel MOLVEAU.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ : Monsieur Lionel MOLVEAU, demeurant 129 allée des Coquelicots - 74410 ST JORIOZ.

Pour avis
La Gérance

OMDH.

Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros.

Siège social : 26, Rue du Commerce - 74200 THONON LES BAINS.
925 364 176 RCS THONON LES BAINS.

Aux termes de décisions en date du 15/05/2024, l'associée unique a décidé :

- de nommer en qualité de gérante à compter du 15 mai 2024 et pour une durée

indéterminée Madame Oriane MADERN, demeurant 64, Chemin des Bossonnets - 74120 DEMI QUARTIER, en remplacement de Monsieur Frédéric CASASOLA, démissionnaire,

- d'étendre l'objet social de la Société aux activités suivantes : « Toutes prestations de services de réservations de toutes activités sportives, culturelles ou autres ; Toutes prestations de consultant, de conseil, de services et de toutes opérations d'apport d'affaires auprès de toute entreprise quel que soit leur domaine d'intervention, auprès des particuliers, ainsi que de tout organisme public ou parapublic ; L'acquisition, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société », et de transférer le siège social du 26 rue du Commerce - 74200 THONON-LES-BAINS au 150, Route de Cassioz - 74120 MEGEVE, le tout à compter du 15 mai 2024.

Les articles 2 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.

La Société sera, en raison de son nouveau siège social, immatriculée désormais au RCS d'ANNECY. Pour avis.



Société Chambel & Associés

60, Chemin sur les Golettes
74700 Sallanches
Tél : 04 50 58 26 59
Fax : 04 50 58 27 23
www.chambelassociés-avocats.fr

LE PRIEURE

Société à responsabilité limitée transformée en société par actions simplifiée

Au capital de 7 623 euros
Siège social : 116 Place de l'Eglise 74120 Megève
352 839 260 RCS Annecy

AVIS DE TRANSFORMATION

Par délibérations du 15 mai 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'une personne morale nouvelle et a adopté le texte des statuts sous sa nouvelle forme.

La dénomination reste LE PRIEURE. son siège, les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social restent inchangés.

Cette transformation entraîne les mentions suivantes :

Objet social :

En France et à l'étranger, sur place et à emporter, l'exploitation de tous restaurants, brasserie, salon de thé, traiteur, glacier, pâtisserie, hôtels, snacks, bars, night-clubs, organisation d'événements et autres activités s'y rapportant directement ou indirectement.

Capital

Ancienne mention : 7 623 euros, divisé en 500 parts.

Nouvelle mention : Le capital social reste fixé à la somme de 7 623 euros, divisé en 500 actions de 15,246 € de valeur nominale.

Durée : 99 ans, à compter de son immatriculation le 26.01.1990.

Forme

Ancienne mention : Société à responsabilité limitée.

Nouvelle mention : Société par actions simplifiée

Administration

Ancienne mention : M. Richard FREMONDIÈRE, Gérant.

Nouvelle mention : M. Richard FREMONDIÈRE Président, 1099 Route d'Ormaré 74120 Demi-Quartier

Mentions complémentaires

Admission aux assemblées et droit de vote :

- Tout associé peut participer aux décisions collectives

- Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément :

Les transmissions d'actions sont soumises à l'agrément préalable donné par la collectivité des associés sauf entre associés et au profit des descendants.

Mention sera faite au RCS d'Annecy. Pour avis.



SPE - SAS SR CONSEIL

82 Rue de la petite Eau
73290 La Motte Servolex Cedex
Tél : 04 79 85 00 66

CAMPING DE L'ALOUA

Société par actions simplifiée
Au capital de 86 000 euros
Siège social : 492 Route de Piron 74320 SEVRIER
821 483 294 RCS ANNECY

AVIS DE TRANSFORMATION

L'AGE du 16/05/2024 a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :

Capital social :

- **Ancienne mention :** le capital social est fixé à 86 000 euros, divisé à 8.600 parts sociales de 10 € de valeur nominale chacune.

- **Nouvelle mention :** le capital social est fixé à 86 000 euros, divisé à 8.600 actions de 10 € de valeur nominale chacune.

Forme :

- **Ancienne mention :** SARL.

- **Nouvelle mention :** SAS.

Administration :

- **Ancienne mention :** Monsieur Florent DECISIER - 492, route de Piron - 74320 SEVRIER.-

- **Nouvelle mention :** la société HOLDING DECISIER, SARL au capital de 3 908 480 euros,

siège social : 270 route de Belleville, 74650 CHAVANOD, immatriculée au RCS d'Annecy sous le numéro 928 554 757, représentée par Monsieur Florent DECISIER - 492, route de Piron - 74320 SEVRIER.

Objet social : suppression de l'activité « prestation de cours collectifs de sports divers ».

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE :

Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, est soumise à l'agrément de la collectivité des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Pour avis

F2024J20732



FINADOM

Société à responsabilité limitée
au capital de 10.000 Euros
Siège social et siège de liquidation :
243 route de la Baratte
74370 ARGONAY
519 431 514 R.C.S. Annecy

Aux termes d'une décision en date 23 avril 2024, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter rétroactivement du 31 décembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Madame **Stéphanie SZYMANSKI**, demeurant 243 route de la Baratte - 74370 ARGONAY, associée unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 243 route de la Baratte à ARGONAY (73370). C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce d'ANNECY, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis :
Le liquidateur.

F2024J20769



LE PALET D'OR

Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 250 000 euros
Siège social : 98 rue Joseph Vallot
74400 CHAMONIX MONT BLANC
Siège de liquidation :
82 Chemin de la Déviaz - La Frasse
74400 CHAMONIX MONT BLANC
332813740 RCS ANNECY

L'Assemblée Générale réunie le 21 mai 2024 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Philippe ANCEY, demeurant 82 Chemin de la Déviaz - La Frasse - 74400 CHAMONIX MONT-BLANC, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce d'ANNECY, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis
Le Liquidateur

F2024J20735

LVEB

SARL au capital de 2000 €
Siège social : Avenue d'Aix-les-Bains La
Galerie - VAL SEMNOZ
74600 SEYNOD RCS ANNECY
850729740

Par décision Assemblée Générale

Extraordinaire du 15/05/2024, il a été décidé de transformer la société en société par actions simplifiée sans la création d'un être moral nouveau à compter du 01/06/2024. La dénomination de la société, son capital, son siège, sa durée, son objet et la date de clôture de son exercice social demeurent inchangés. **Président** : la société Groupe O EURL située 166A Route de Meclaz 74600 SEYNOD immatriculée au RCS de ANNECY sous le numéro 839082708 **Directeur Général** : la société GROUPE H EURL située 1 Avenue Jules Ferry 74100 ANNEMASSE immatriculée au RCS de THONON-LES-BAINS sous le numéro 839876885 **Admission aux assemblées et exercice du droit de vote** : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. **Clauses d'agrément** : Les actions sont librement cessibles entre associé. Toute cession à un tiers est soumise aux décisions des associés. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Modification au RCS de ANNECY.

F2024J20742



SELARL FCMB NOTAIRES
titulaire d'Office Notariaux à BOEGE (74420),
35 Rue de la Vallée Verte et
CHAMONIX MONT BLANC (74400)
165 rue du Docteur Paccard

CLC

SARL au capital de 3.000,00 €,
dont le siège est à BONNE (74380), 1690
route de Limargue,
immatriculée sous le numéro 984 232
132 au
RCS de THONON LES BAINS

NOMINATION NOUVEAU GERANT

Aux termes d'un PV AGE en date du 05/05/2024, les associés de la société ont décidé de nommer Mme Camille FATH, demeurant à BONNE (74380), 1690 route de Limargue, en qualité de gérante avec effet immédiat, en remplacement de M. Christian FATH, demeurant à BONNE (74380), 1690 route de Limargue.
Pour avis
Le notaire.

F2024J20747



20 Boulevard du Lycée - 74000
ANNECY

SOMEY

SCM au capital de 1 793,40 €
Siège social : 40 Avenue de la Mavéria -
Annecy le Vieux - 74940 ANNECY
424 587 210 RCS ANNECY

Avis de modifications
Aux termes des délibérations de l'AGE du 19.03.2024, les associés ont pris acte du décès de M. Johann DRUZ, survenu le 30.11.2023, et en conséquence de la fin de son mandat de cogérant ; le capital social a été réduit d'une somme de 128,10 €, pour être ramené à 1 665,30 €, par voie de rachat et d'annulation de 42 parts de 3,05 €. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Pour avis,

F2024J20763



**OFFICE NOTARIAL DE LA
MANUFACTURE**
Notaires associés
11 rue Rond Point
74960 Cran-Gévrier

SCI CAMANDONA

Société Civile Immobilière
Au capital social de 402 000,00 euros
Dont le siège social est :
32 Chemin des Bossons
74940 ANNECY-LE-VIEUX (ANNECY)
Siren 488 128 638 R.C.S THONON

Aux termes d'un acte unanime de la société susnommée, en date du 10 janvier 2023, il a été décidé de transférer le siège social de la société, compter du même jour. L'article « SIEGE » a été modifié comme suit :

Ancienne mention : ANNEMASSE - 74100 - 2 Rue du 8 Mai

Nouvelle mention : ANNECY-LE-VIEUX (ANNECY) - 74940 - 32 Chemin des Bossons

Modification auprès du RCS de THONON
Pour avis
Le Notaire

F2024J20750



EPICERIE DE BONS

Société à Responsabilité Limitée en cours de liquidation
au capital social de 5.000 euros
Siège social : 168, Avenue du Léman
74890 BONS EN CHABLAIS
RCS THONON LES BAINS 878 929 801

Clôture de Liquidation

L'Assemblée générale extraordinaire des associés réunie le 17/05/2024, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus à Mme Virginie WALFI de son mandat de liquidatrice et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de THONON LES BAINS.

La société sera radiée du R.C.S de THONON LES BAINS.

Pour avis,
La liquidatrice.

F2024J20713

GMF.FIRMA

SARL
au capital de 1 000 €
Siège social : 60 Chemin des Fontaines
74290 TALLOIRES MONTMIN
911 293 058 RCS ANNECY

AVIS

Aux termes d'une délibération en date du 29/04/2024, l'AGM des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société La Gérance

F2024J20770



DAVID TAXI THONON

SARLU au capital de 1 000 euros
Siège social : 45 Chemin des Passieux,
Lotissement Au Vent d'Oche- 74200
ARMOY
901 776 013 RCS THONON-LES-BAINS

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 17 mai 2024, il a été décidé de transférer le siège social de 45 Chemin des Passieux, Lotissement Au Vent d'Oche - 74200 ARMOY à 9112 rue de l'anneau de Bonnatrait - 74140 SCIEZ à compter du 1er juin 2024 et de modifier l'article 4 des statuts;

Et d'étendre l'objet social à l'activité de transport public routier de personnes, au moyen d'un seul véhicule n'excédant pas neuf places, pour les entreprises de taxi à compter du 1er juin 2024 et de modifier l'article 2 des statuts.

Mention sera faite au RCS de GRENOBLE.

F2024J20736



PARTIR A MOTO

Société par actions simplifiée
unipersonnelle
Au capital de 8.000 euros
Siège social : 730 Route des Bois
Dessous
74300 CHATILLON SUR CLUSES
RCS ANNECY 915 353 106

Ouverture de Dissolution

Suivant les décisions de l'associé unique en date du 31/12/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2023.

A été nommé liquidateur : **M. François SIGOT** demeurant au siège social.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social.
Pour avis,

F2024J20745



20 Boulevard du Lycée - 74000
ANNECY

SCI RESCUE 74

SCI au capital de 1 200 €
Siège social : 40 Avenue de la Mavéria -
Annecy le Vieux - 74940 ANNECY
827 957 051 RCS ANNECY

Avis de modifications
L'AGOA du 19.03.2024 a pris acte du décès de M. Johann DRUZ, survenu le 30.11.2023, et en conséquence de la fin de son mandat de cogérant.

F2024J20755

ARBERON

Société Civile Immobilière au capital de 1.500,00 Euros
Siège social : ARGENTIERE (74400), 95 Chemin de la Glacière
RCS ANNECY 453 899 387

Aux termes d'une AGE du 5 janvier 2024, les associés ont décidé de modifier l'objet social de la société de la manière suivante : « L'organisation du patrimoine familial, en vue d'en faciliter la gestion et la transmission et afin d'éviter qu'il ne soit livré aux aléas de l'indivision, l'acquisition de tout bien immobilier bâti ou non bâti, la propriété, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement : de tous immeubles et droits immobiliers détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des immeubles et droits immobiliers en question ». L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Modification sera faite au RCS d'ANNECY.

Pour avis
La gérance,

F2024J20759



BOURDINAUD

Société civile immobilière
Au capital de 1.100.000,00 euros
Siège social : 182 Chemin Du Maz
74120 MEGEVE
RCS ANNECY 519 041 461

Aux termes d'une décision en date du 13/05/2024, l'associée unique a pris acte du décès de Monsieur Jacques François Marcel BOURDINAUD survenu le 20/04/2010 et de la cessation de sa qualité de gérant. Ghislaine Christiane BOURDINAUD née REVAULT demeurant à GENEVE (SUISSE) Route de Florissant 62, née à SAINT-MANDE (94160) le 10 mai 1948, reste alors la seule gérante à compter de cette date et pour une durée indéterminée.

Pour avis
La gérance

F2024J20753

1594 NOTAIRES

Société pluri-professionnelle d'exercice à Responsabilité limitée
Capital : 460.000,00 euros
Siège social : 2 place du Clos Fleury
74100 ANNEMASSE
RCS THON-LES-BAINS : 306 807 736

Aux termes d'une décision en date du 29/02/2024, l'assemblée des associés a pris acte de la démission de Madame Chloé GRARD-RUTSHAUSER et de la cessation de sa qualité de co-gérante, à compter du 29 février 2024. Madame Nathalie ANDRIER, Monsieur Thierry ANDRIER, Monsieur Eric MOYNE-PICARD, Monsieur Mathieu BARRALIER, Madame Lise Maria MOYNE-PICARD et Madame Emmanuelle BARRALIER restent alors les seules co-gérantes à compter de cette date et pour une durée indéterminée.

Pour avis
La gérance

F2024J20767



Société d'Avocats
2 rue du Lac
74000 Annecy

LA ROSIERE ALPEN LODGE

SAS au capital de 700.000 €
Atelier MGM
Allée du Parmelan
ZAC de la Bouvarde
74370 EPAGNY-METZ-TESSY
532 679 537 RCS ANNECY

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26/03/2024 et du procès-verbal du président du 21/05/2024, le capital social a été réduit de 350.000 € pour le ramener de 700.000 € à 350.000 €.
Capital social : Ancienne mention : 700.000 € ; Nouvelle mention : 350.000 €.

F2024J20773

NATUR'DECOR

SARL
Au capital de 38112,26 euros.
Siège social :
127 Allée de la Géode,
74490 St Jeoire.
338958200 RCS d'Annecy.

Transmission universelle de patrimoine

Suivant décision du 23 avril 2024, l'associée unique NATUR'DECOR, SAS au capital de 1000 euros, sise 127 Allée de la Géode, 74490 St Jeoire, 851054726 RCS Annecy, a décidé la dissolution sans liquidation de la société dans les conditions de l'article 1844-5, al. 3 du Code Civil.

Les créanciers de la société NATUR'DECOR pourront former oppositions devant le Tribunal de Commerce

F2024J20762

J&A SOLUTIONS

SAS
Au capital de 600 €
Siège social :
5 RUE DES GARENNES
74960 ANNECY
RCS ANNECY 920 943 685

L'assemblée générale extraordinaire du 05/07/2023 a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 05/05/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur PILES Alexis, demeurant 808 chemin de tournod, 01300 BELLEY et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce ANNECY.

F2024J20765

COOKY

Forme : Société Civile
Siège social :
SAINT-JORIOZ (74410)
592 Route du Villaret
Capital social de 1.200,00 €
813 713 195 RCS ANNECY

Suivant acte reçu par Maître Isabelle

VIVANCE, notaire à ANNECY en date du 27 décembre 2023, contenant DONATION, Monsieur Florent CAPRETTI déclare démissionner de ses fonctions de gérant de ladite société, à compter du 27 décembre 2023. Madame Virginie FRACHON, demeure seule gérante de ladite société à compter du 27 décembre 2023 et pour une durée illimitée. Le dépôt légal sera effectué auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de ANNECY.

Pour Avis
Maître Isabelle VIVANCE

F2024J20761

SCI LA SIAMOISE

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE EN LIQUIDATION
AU CAPITAL DE 221.051,07 EUROS
SIEGE SOCIAL ET DE LIQUIDATION :
542 ROUTE D'OMARET
74920 - COMBLOUX
389 033 226 RCS ANNECY

L'AGO réunie le 31/03/2024 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Bruno PAGET demeurant 8 Rue du Pré de la Salle - 542 route d'Omaret - 74920 COMBLOUX, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au GTC d'ANNECY, en annexe au RCS. Pour avis. Le Liquidateur

F2024J20766

FLEUR DE LYS

SCI
Au capital de 1000€
Siège social :
465 route d'Epagny
74320 SEVRIER,
793934803 RCS ANNECY

Par AGO du 17/05/2024, les associés de la société FLEUR DE LYS, ont nommé Gérant, Bruno PORCEILLON demeurant 465 route d'Epagny 74320 SEVRIER en remplacement de Sylvie JOLAIN, démissionnaire.

F2024J20748

SCI LES CHOSEAUX

Capital social : 914,69 € -
176 Route Du Leutaz -
74120 MEGEVE -
RCS ANNECY 328 988 217.

Selon acte portant décisions unanimes des associés du 12/03/2024 les associés ont pris acte du décès de M. Yves JOUANAS. En conséquence, la deuxième partie des statuts « gérants » a été modifiée, M. Hervé JOUANAS demeurant seul gérant de la Société.

F2024J20754

EVE.REST

EURL au capital de 500 €
Siège social : 524 Rue de l'Industrie
Zone Artisanale Des Tattes
74250 VIUZ-EN-SALLAZ
RCS ANNECY 500354212

Par décision de l'associé Unique du 06/05/2024, il a été décidé d'augmenter le capital social pour le porter de 500 à 250000 € à compter du 06/05/2024. Modification au RCS de ANNECY.

RÉGIMES MATRIMONIAUX

F2024J20738



NOVALPS
Notaires associés
76 Allée du Plan d'Avoz
74 430 ST JEAN D'AULPS
Tel : 04-50-74-84-84

Aménagement de régime matrimonial

Information préalable (Art. 1397 al 3 c.civ.)

Suivant acte reçu par Me Clément JACQUIER, notaire SAINT JEAN D'AULPS, le 3 mai 2024,

Monsieur François PASSAQUIN, et Madame Jacqueline Françoise DEFFERT, son épouse demeurant à MORZINE (74110 Haute-Savoie) 175 taille de Mas des Champs de La Plagne mariés sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Pierre MATHIEU Notaire à THONON LES BAINS (74200) substituant Maître André Notaire à SAINT-JEAN-D'AULPS (74430), le 8 septembre 1972, préalablement à leur union célébrée à la mairie de MORZINE (74110), le 30 septembre 1972, ont aménagé, leur régime matrimonial en lui adjoignant une société d'acquêts.

Pour toute opposition élection de domicile est faite à :

Office Notarial - Clément JACQUIER - 76 allée du Plan d'Avoz ST JEAN D'AULPS(74430)

Pour avis.

F2024J20743



Maîtres Emmanuelle DEMAGNY et Geoffroy LASSALLETTE

Notaires associés 4 rue de l'Hôpital
74800 LA ROCHE SUR FORON

AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Katia PARROCHE, Notaire à LA ROCHE SUR FORON (74800), 4 rue de l'Hôpital, le 15 mai 2024, **Monsieur Annunziato Franco BATTAGLIA et Madame Leonarda GUERRERA**, demeurant ensemble à THYEZ (74300) 65 route de la Place, mariés à MELITO DI PORTO SALVO (ITALIE) le 1er août 1996 sous le régime légal français de la communauté d'acquêts, ont décidé d'aménager ce régime par un apport à la communauté de biens propres appartenant à Monsieur Annunziato BATTAGLIA, savoir une maison sise à THYEZ (74300), 65 route de la Place, les lots de copropriété n°1, 2, 3, 6 et 7 dans un ensemble immobilier sis à CLUSES (74300), 2 rue de la Pointe d'Orchez, et un bâtiment à usage d'habitation situé à la même adresse que la copropriété susvisée.

Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

F2024J20739



NOVALPS

Notaires associés
76 Allée du Plan d'Avoz
74 430 ST JEAN D'AULPS
Tel : 04-50-74-84-84

**Changement de régime
matrimonial**

Information préalable (Art. 1397 al 3
c.civ.)

Suivant acte reçu par Me Clément
JACQUIER, notaire SAINT JEAN D'AULPS,
le 3 mai 2024,

**Monsieur Christian Louis-Marie
Simon CHEVALLIER**, et **Madame Michèle
Marie Louise Jeanne GIRARDEAU**, son
épouse demeurant à PUBLIER (74500),
Baisinges - 81 rue des Riandes, mariés
sous le régime de la séparation de biens
aux termes de leur contrat de mariage
reçu par Maître Albert SEVAZ Notaire à
THONON LES BAINS (74200), le 11 sep-
tembre 1992, préalablement à leur union
célébrée à la mairie de THONON LES
BAINS (74200), le 26 septembre 1992,
ont adopté pour l'avenir le régime de la
communauté universelle.

Pour toute opposition élection de do-
micile est faite à :

Office Notarial - Clément JACQUIER
- 76 allée du Plan d'Avoz ST JEAN
D'AULPS(74430)

Pour avis.

F2024J20740



**CHANGEMENT DE RÉGIME
MATRIMONIAL**

Monsieur Olivier MOREL, gérant ,
et **Madame Nathalie ROCHE**, respon-
sable de magasin, demeurant ensemble
à PEILLONNEX (74250) 30 chemin des
Moulins .

Monsieur est né à VILLEFRANCHE-
SUR-SAONE (69400) le 21 décembre 1974,
Madame est née à VILLEFRANCHE-SUR-
SAONE (69400) le 20 novembre 1974.

Mariés à la mairie de DENICÉ (69640)
le 1er août 1998 sous le régime légal de la
communauté de biens réduite aux acquêts
à défaut de contrat de mariage préalable.

Puis ayant conventionnellement changé
de régime matrimonial pour adopter celui
de la communauté universelle et y ad-
joindre une faculté d'attribution inégale de
communauté et une faculté de prélèvement
par préciput ainsi qu'une clause de gestion
de reprises et récompenses suivant un
acte reçu le 2 mai 2024 par Maître Sophie
LENEUTRE CHARTON, notaire au sein
de l'Office de Maître Stéphane DURAND,
notaire titulaire d'un Office notarial à
ANNECY (74000) 7 rue de la Paix.

Toute opposition éventuelle devra être
faite auprès de l'Office ci-dessus nommé.

POUR AVIS

Maître Sophie LENEUTRE-CHARTON



COMPAGNIE DES MÉDIAS ET
PUBLICATIONS RHÔNE-ALPES

**Traitement de vos annonces légales
sur la Haute-Savoie, et la France entière**



Vie des sociétés

Une équipe dédiée

04 81 07 05 24

juridique74@compra-legales.fr

www.lefaucigny.fr

AUDIENCES DU TRIBUNAL DE COMMERCE



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
ANNECY

L'information légale à la source : www.greffe-tc-annecy.fr

Le tribunal de commerce d'Annecy
a rendu les jugements suivants :

Ouverture liquidation judiciaire avec application de la procédure simplifiée

Jugement du 16/05/2024

N°7474000934

La société KOF'SERVICES
(2024RJ0211)

904 839 107 RCS Annecy
SAS

7 rue du Vieux Moulin
74960 ANNECY

Nettoyage courant de bâtiments
et bureaux, nettoyage industriel
et débarras, tous travaux
de nettoyage après sinistre,
désherbage, élagage, déblais,
ramassage, traitement des
ordures.

Liquidateur judiciaire : SELARL
MJ SYNERGIE (en la personne
de Me François-Charles
DESPRAT) 9 rue Guillaume Fichet
74000 ANNECY

Date de cessation des paiements
le 05/04/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du liquidateur
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce

Le Greffier

Jugement du 17/05/2024

N°7474000935

La société T.A.B. (2024RJ0212)

489 804 450 RCS Annecy
SAS

293 impasse des Rosières
74410 SAINT-JORIOZ

Achat, vente et pose de carrelage,
faïences, produits et revêtements
de sols et murs.

Liquidateur judiciaire : la
SELARL MJ ALPES (prise en la
personne de Maître Caroline JAL)
20 boulevard du Lycée 74000
ANNECY

Date de cessation des paiements
le 30/04/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la

publication au Bodacc du présent
jugement auprès du liquidateur
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce
Le Greffier

N°7474000936

La société ADRO Propreté
(2024RJ0213)

922 185 905 RCS Annecy
SAS

128 chemin de la Luche
74800 CORNIER
Le nettoyage courant (non
spécialisé) de tous types de
bâtiments, l'évacuation des
déchets et le nettoyage de fin de
chantier.

Liquidateur judiciaire : SELARL
MJ SYNERGIE (en la personne
de Me François-Charles
DESPRAT) 9 rue Guillaume Fichet
74000 ANNECY

Date de cessation des paiements
le 15/05/2023.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du liquidateur
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce

Le Greffier

N°7474000937

La société DESIGN BATIMENT
(2024RJ0214)

884 707 878 RCS Annecy
SARL

2 avenue du Pont de Tasset
Entrée B
Cran-Gevrier

74960 ANNECY
Plâtrerie, peinture, maçonnerie.
Liquidateur judiciaire : l'ETUDE
BOUVET-GUYONNET-HARDY

(prise en la personne de Me
GUYONNET) 60 Rue Cassiopée
Parc d'Activité Altaïs - CHAVANOD
74990 ANNECY Cedex 9

Date de cessation des paiements
le 31/01/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du liquidateur
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles

L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce
Le Greffier

Ouverture redressement judiciaire

Jugement du 16/05/2024

N°7474000938

La société Ô SAVOYARD
(2024RJ0207)

341 550 150 RCS Annecy
SARL

2 quai Perrière
74000 ANNECY

Exploitation de toutes marques et
licences, acquisition de tous fonds
de commerce.

Mandataire judiciaire : la
SELARL MJ ALPES (prise en la
personne de Maître Caroline JAL)
20 boulevard du Lycée 74000
ANNECY

Administrateur : La SELARL
ANASTA (prise en la personne de
Maître Marc CHAPON) 6 route de
Vignières 74000 ANNECY

Mission : assister le débiteur
dans tous les actes concernant la
gestion

Date de cessation des paiements
le 25/04/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du mandataire
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce
Le Greffier

N°7474000939

La société A.G.R. (2024RJ0208)

335 074 688 RCS Annecy

SNC
2 quai Perrière
74000 ANNECY

Gestion de participation,
fourniture à ses filiales de services
généralistes.

Mandataire judiciaire : la
SELARL MJ ALPES (prise en la
personne de Maître Caroline JAL)
20 boulevard du Lycée 74000
ANNECY

Administrateur : La SELARL
ANASTA (prise en la personne de
Maître Marc CHAPON) 6 route de
Vignières 74000 ANNECY

Mission : assister le débiteur
dans tous les actes concernant la
gestion

Date de cessation des paiements
le 25/04/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du mandataire
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce
Le Greffier

N°7474000940

La société J.D.B. (2024RJ0209)

493 629 927 RCS Annecy

SAS
159 Route de Closon
74330 POISY

BAR BRASSERIE RESTAURANT
PLATS A EMPORTER GLACIER
CREPERIE.

Mandataire judiciaire : la
SELARL MJ ALPES (prise en la
personne de Maître Caroline JAL)
20 boulevard du Lycée 74000
ANNECY

Administrateur : La SELARL
ANASTA (prise en la personne de
Maître Marc CHAPON) 6 route de
Vignières 74000 ANNECY

Mission : assister le débiteur
dans tous les actes concernant la
gestion

Date de cessation des paiements
le 25/04/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du mandataire
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce
Le Greffier

N°7474000941

La société CP POISY
(2024RJ0210)

824 683 510 RCS Annecy
SARL

2 quai Perrière 74000 ANNECY
Exploitation et gestion d'un
fonds de commerce de café, bar,
restaurant, snack, grill, brasserie.

Mandataire judiciaire : la
SELARL MJ ALPES (prise en la
personne de Maître Caroline JAL)
20 boulevard du Lycée 74000
ANNECY

Administrateur : Selarl AJ
MEYNET & ASSOCIÉS (en
la personne de Maître David-
Emmanuel MEYNET) 39 avenue
du Parmelan 74000 ANNECY

Mission : assister le débiteur
dans tous les actes concernant la
gestion

Date de cessation des paiements
le 25/04/2024.

Les créances sont à déclarer
dans les deux mois suivant la
publication au Bodacc du présent
jugement auprès du mandataire
judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles
L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce
Le Greffier

**Conversion en
liquidation judiciaire,
procédure simplifiée
visée aux articles
L.644-1 à L644-6 du
Code de commerce**
Jugement du 17/05/2024

Tous travaux de menuiserie, charpente, couverture, zinguerie, serrurerie, isolation, aménagements et agencements, ébénisterie.
Liquidateur judiciaire : Maître Philippe SERRANO 196 rue Georges Charpak Technosite Altéa 74100 JUVIGNY
Les Greffiers

N°7474000943

La société SASU Plein-Fruits-Italie-Primeurs (2024RJ0086)
894 586 569 RCS Annecy
SAS
135 rue des 3 Arbres
74130 VOUGY
En France et à l'Etranger, marchand ambulant et sédentaire primeur en fruits et légumes, boucherie, commerce alimentaire général, épicerie fine, spécialisées en produits turcs et orientaux.
Liquidateur judiciaire : Maître Philippe SERRANO 196 rue Georges Charpak Technosite Altéa 74100 JUVIGNY
Les Greffiers

Ouverture redressement judiciaire

Jugement du tribunal de commerce de Bourg en Bresse en date du 15/05/2024

N°7474000944

La société CT XN AUTO (2024EX0024) (GTC Bourg en Bresse)
812 597 557 RCS Annecy
SAS
14 rue de la Caserne
VALSERHONNE
01200 VALSERHONNE
Contrôle technique automobiles de tous véhicules.
Mandataire judiciaire : SELARL MJ SYNERGIE Prise en la personne de Maître DESPRAT 22 rue du Cordier 01003 BOURG-EN-BRESSE Cedex.
Date de cessation des paiements le 01/01/2023.
Les créances sont à déclarer dans les deux mois suivant la publication au Bodacc du présent jugement auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce
Le Greffier Le tribunal de commerce de Thonon-les-Bains a rendu les jugements suivants :

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 10/05/2024 concernant la société SAS AVE GUSTO

Annnonce rectificative : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 mars 2024, désignant liquidateur

AUDIENCES DU TRIBUNAL DE COMMERCE



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
THONON-LES-BAINS

L'information légale à la source : www.greffe-tc-thononlesbains.fr

la Selarl Mj Synergie Prise en la Personne de Maître François-Charles Desprat 5 Rue François Morel 74200 Thonon-les-Bains. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

Ouverture de redressement judiciaire

Jugement(s) du 17/05/2024

N°2021901783

SARL CHEZTOT'AULPS (24RJ149)
798 587 150 RCS Thonon
2060 route des Grandes Alpes
74430 Saint-Jean-d'Aulps
Petite restauration à emporter
Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 avril 2024, désignant mandataire judiciaire la Selarl Mj Synergie Prise en la Personne de Maître François-Charles Desprat 5 Rue François Morel 74200 Thonon-les-Bains. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

N°2021901784

SARL AUTO CONTROLE VILLE LA GRAND (24RJ150)
834 593 311 RCS Thonon
4 rue de la Californie
74100 Ville-la-Grand
Contrôle technique automobile
Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 mars 2024, désignant mandataire judiciaire Maître Philippe Serrano 196 rue Georges Charpak 74100 Juvigny. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

N°2021901785

SAS S & R PRESSE (24RJ151)
888 196 045 RCS Thonon
500 route des Envignes
ZAC des Envignes Centre
Commercial Migros 74160 Neydens
L'exploitation de tous fonds de commerce de bazar, jeux, souvenirs, bimbeloterie, cadeaux jouets, dépositaire de journaux
Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 mars 2024, désignant mandataire judiciaire la Selarl Mj Alpes Prise en la Personne de Maître Caroline Jal 20 boulevard du Lycée 74000 Annecy. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

N°2021901786

SARL GARAGE CURTET (24RJ152)
452 256 878 RCS Thonon
66 route de la Creto
74500 Saint-Paul-en-Chablais
Carrosserie peinture mécanique dépannage vente de véhicules neufs ou occasion toutes pièces et accessoires s'y rapportant vente ambulante de vêtements et accessoires de sécurité vente à titre sédentaire ou non de toutes pièces et accessoires automobiles
Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 mars 2024, désignant mandataire judiciaire la Selarl Mj Synergie Prise en la Personne de Maître François-Charles Desprat 5 Rue François Morel 74200 Thonon-les-Bains. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

N°2021901787

SAS BRETONNET NETTOYAGE (24RJ153)
877 616 532 RCS Thonon
113 rue Honoré Martin

74130 Bonneville
Activités de nettoyage de locaux (professionnels particuliers privés ou publics et tous locaux en général) vente de tous produits d'entretien de matériels et de produit de nettoyage activités d'entretien des espaces verts
Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 13 mai 2024, désignant mandataire judiciaire Maître Philippe Serrano 196 rue Georges Charpak 74100 Juvigny. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

Ouverture de liquidation judiciaire Jugement(s) du 17/05/2024

N°2021901788

SARL GAGE PASCAL ET KARINE (24RJ148)
501 021 455 RCS Thonon
5 boulevard Georges Andrier
74200 Thonon-les-Bains
L'exploitation d'un fonds de commerce de bar, brasserie, pmu, française des jeux, restaurant, salon de thé
Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 13 février 2024, désignant liquidateur la Selarl Mj Synergie Prise en la Personne de Maître François-Charles Desprat 5 Rue François Morel 74200 Thonon-les-Bains. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.

Conversion en liquidation judiciaire Jugement(s) du 17/05/2024

N°2021901789

Monsieur Maimbourg Fabien Ludovic Christophe, entrepreneur individuel, dénomination utilisée pour l'activité professionnelle : Maison de la presse Presse Maimbourg, city Press' (24RJ32)
9 rue Amedée VIII de Savoie, 74160 Saint-Julien-en-Genevois (532 722 782 RCS Thonon)
Vente au détail de la presse (journaux publications), librairie, papeterie, tabac, loto, bibelots et autres activités annexes et complémentaires
Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur

Maître Philippe Serrano 196 rue
Georges Charpak 74100 Juvigny.

N°2021901790

SARL EPICERIE FINE

ANNE MASSIENNE (24RJ92)

54 rue de Genève,

74100 Ambilly

(813 274 784 RCS Thonon)

Alimentation générale, épicerie,
commerce alimentaire, restauration
rapide, restaurant

Jugement prononçant la liquidation

judiciaire désignant liquidateur

Maître Philippe Serrano 196 rue
Georges Charpak 74100 Juvigny.

N°2021901791

SARL Barber House (24RJ93)

2 avenue d'Evian,

74200 Thonon-les-Bains

(890 673 130 RCS Thonon)

Salon de coupe de barbe, avec
style, coiffures mixtes, vente
d'accessoires et de produits de
beauté

Jugement prononçant la liquidation

judiciaire désignant liquidateur

la Selarl Mj Synergie Prise en la

Personne de Maître François-
Charles Desprat 5 Rue François
Morel 74200 Thonon-les-Bains.

Avis est donné aux créanciers de
déclarer leurs créances entre les
mains des mandataires judiciaires
ou liquidateurs susnommés dans
un délai de deux mois suivant la
parution au BODACC des jugements
d'ouverture.

Les adresses des mandataires
judiciaires, liquidateurs et, le
cas échéant des administrateurs
judiciaires, sont les suivantes :

- SELARL MJ Synergie prise en la
personne de Mr François-Charles
DESPRAT, 5 Rue François Morel,
74200 Thonon-Les-Bains.

- M° Roger CHATEL-LOUROZ sous
administration provisoire de M°
Pascal Guigon, 6 Rue René Blanc,
74100 Annemasse.

- SELARL MJ ALPES, prise en la
personne de M° Caroline JAL,
20 Boulevard du Lycée, 74000
Annecy.

- SELARL AJ MEYNET & ASSOCIÉS,
prise en la personne de M° Robert
Louis MEYNET et M° David-
Emmanuel MEYNET, 2 Avenue des
Allobroges, 74200 Thonon-Les-
Bains.

- SELARL AJ UP prise en la personne
de M° Marc CHAPON, Immeuble le
Sully, 6 Route de Vignières, 74000
Annecy.

- Maître Philippe SERRANO, 6 rue
René Blanc 74100 Annemasse.

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

F2024J20756

UNE MAISON sis à DINGY EN VUACHE (Haute-Savoie) 23 chemin des Ousches

SAS D'AVOCATS INTER BARREAUX

2 rue Alfred Bastin – C.S. 30052

74102 ANNEMASSE CEDEX

Tél : 04 50 37 27 34 - Fax : 04 50 37 79 36


MERMET & ASSOCIÉS

Vente aux enchères publiques sur licitation

Mise à prix :

250 000 €

Avec faculté de baisse d'un quart en cas de désertion d'enchères

ADJUDICATION fixée au **VENDREDI 28 JUIN 2024 À 15 H**, à l'audience du Tribunal
Judiciaire de Thonon-les-Bains, au Palais de Justice de ladite ville, 10 rue de l'Hôtel Dieu.

Une visite des lieux sera assurée par la SCP MOTTET DUCLOS TISSOT,
Huissiers de Justice à Saint Julien en Genevois (tél : 04 50 49 20 80)
le **MERCREDI 19 JUIN 2024 DE 14H À 15H**.

DESIGNATION DES BIENS :

SUR LA COMMUNE DE DINGY EN VUACHE
(Haute-Savoie)

Une parcelle de terrain sise 23 chemin des
Ousches, cadastrée section A sous le n°689,
d'une contenance de 571 m², sur laquelle est
édifiée une maison principale sur rue, deux
anciennes écuries, et des dépendances.

Le bien mis en vente est inoccupé.

En application de l'article L. 173-2 du Code
de la construction et de l'habitation, dans ses
dispositions issues de la loi n° 2021-1104 du 22
août 2021 portant lutte contre le dérèglement
climatique et renforcement de la résilience face
à ses effets, et de l'article R. 126-24 du même
code, un arrêté du 22 décembre 2021 précise
les mentions à faire figurer, à compter du 1er
janvier 2022 en France métropolitaine, sur les
annonces immobilières des biens immobiliers

ne respectant pas l'obligation du premier alinéa
de l'article L. 173-2, c'est-à-dire dont la classe
est F ou G au sens de l'article L. 173-1-1 du
même code.

Les documents sont disponibles et
téléchargeables sur notre site [www.mermet-
associes.com](http://www.mermet-associes.com) (rubrique vente aux enchères).

Ledit bien est vendu aux enchères par suite de
la licitation ordonnée par le Juge près le Tribunal
Judiciaire de Thonon les Bains par jugement
en date du 12/08/2022, à la requête des
consorts VUETAZ et ayant la SAS MERMET &
ASSOCIES pour avocats constitués.

Le cahier des conditions de vente peut être
consulté au Cabinet de l'avocat poursuivant ou
au Greffe du Tribunal Judiciaire de Thonon les
Bains, où il a été déposé le 16 mai 2024 sous
le n°24/00046.

Les enchères ne peuvent être portées que par un
avocat inscrit au Barreau de Thonon-les-Bains,
les frais étant supportés par l'adjudicataire en
sus du prix d'adjudication.

Toute personne désirant enchérir devra
consigner entre les mains de son avocat la
somme de 25.000 Euros en un chèque de
banque libellé à l'ordre du Compte Séquestre
du Barreau de Thonon les Bains ou par le biais
d'une caution bancaire irrévocable.

Cette somme sera restituée à la personne qui
ne serait pas déclarée adjudicataire.

Pour tous renseignements s'adresser à la
SAS MERMET & ASSOCIES, avocats, 2
rue Alfred Bastin, 74100 Annemasse. Tél. :
04 50 84 42 43 – [meister@avocat-leman.
com](mailto:meister@avocat-leman.com) (9 h/12 h-13 h30/15 h sauf mercredi),
documents disponibles et téléchargeables sur
le site www.mermet-associes.com (rubrique
vente aux enchères)

CEUX QUI SE DEMANDENT ENCORE QUI EST LE MOINS CHER DOIVENT VIVRE SUR UNE ÎLE DÉSERTÉ.



E.Leclerc

DÉFENDRE TOUT
CE QUI COMPTE POUR VOUS.



VÉRIFIEZ QUI EST LE MOINS CHER

PRÈS DE CHEZ VOUS SUR

WWW.QUIESTLEMOINSCHER.LECLERC

*Comparaisons de prix moyens sur un total de 5 810 produits de marques nationales relevés du 08/04/2024 au 20/04/2024 dans 360 magasins des 9 enseignes comparées. La surface de vente moyenne étudiée pour chaque enseigne est de : E.Leclerc 6 273 m², Lidl 1 280 m², Aldi 890 m², magasins U 3 908 m², Intermarché 3 478 m², Auchan 9 467 m², Carrefour 7 963 m², Cora 9 092 m² et Carrefour Market 3 117 m². Étude réalisée sur des enseignes de formats différents. Plus d'informations et détails des prix et des formats des magasins étudiés sur www.queistlemoinscher.leclerc

ÊTES-VOUS PLUTÔT

LAC OU MONTAGNE ?

PROMOTION IMMOBILIÈRE



LIEUX PRIVILÉGIÉS

**APPARTEMENTS
& VILLAS NEUFS**

Expositions ensoleillées
Architectures organiques
Intérieurs contemporains
Terrasses généreuses



DOMAINE
ARBOR & SENS
Y V O I R E



BEAU REGARD
M O R Z I N E

BETRIM - 4, av Doyen Louis Weil 38000 Grenoble - Architectes : 58Bis & DLFA - Crédits photos : Mag-Arch, Unum Designum, Oscar Mandin, Muato Studio - Document non contractuel. Les illustrations sont à caractère d'ambiance - Designed by www.unumdesignum.com

Contact : Stéphanie
+33 6 33 16 12 65
s.choyer@groupepmtb.com
www.betrim.immo